

UN LIBRARY

NOV - 7 1979



NATIONS UNIES UN/JA COLLECTION

Distr.
GENERALE

ASSEMBLEE
GENERALE



A/34/544
16 octobre 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
ESPAGNOL/
FRANCAIS

Trente-quatrième session
Point 56 c) de l'ordre du jour

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

Programme d'action en faveur des pays en développement insulaires

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	4
II. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	5
A. Organisation des Nations Unies	5
1. Département de la coopération technique pour le développement	5
2. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	5
3. Commission économique pour l'Amérique latine	8
4. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	11
5. Programme des Nations Unies pour le développement	14
B. Institutions spécialisées et GATT	14
1. Organisation internationale du Travail	14
2. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	16
3. Fonds monétaire international	20

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
4. Organisation de l'aviation civile internationale	22
5. Union postale universelle	24
6. Organisation météorologique mondiale	26
7. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	27
8. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ..	28
C. Organisations intergouvernementales	29
1. Banque de développement des Caraïbes	29
2. Banque interaméricaine de développement	34
3. Fonds spécial de l'OPEP	36
4. Banque asiatique de développement	36
III. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ASSISTANCE BILATERALE	45
Arabie saoudite	45
Australie	45
Danemark	50
Finlande	51
Hongrie	52
Islande	52
Norvège	52
Pays-Bas	54
Pologne	58
Singapour	59
Suède	60

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
IV. INFORMATIONS CONCERNANT LES PAYS EN DEVELOPPEMENT	61
Maurice	61
Tableaux : 1. Pays en développement insulaires : population, PNB par habitant et aide par habitant accordée à des conditions libérales par les pays membres du CAD et de l'OPEP	63
2. Montant total de l'aide à des conditions libérales et des dons accordés aux pays en développement insulaires par les pays membres du CAD et par des organismes multilatéraux en grande partie financés par ces pays (versements nets en millions de dollars E.U.) 1969-1977	65
3. Montant total d'aide reçue par les différents pays en développement insulaires des pays membres de l'OPEP et des organismes multilatéraux financés en grande partie par eux, 1973-1977 (versements nets en millions de dollars E.U.) ...	67

ANNEXES

- I. Aide du PNUD aux pays en développement insulaires d'Asie et du Pacifique
- II. Liste préliminaire des projets du cycle des CIP pour 1977-1981,
destinés à des pays insulaires en développement desservis par
les bureaux extérieurs du PNUD en Guyane, à la Jamaïque et à
la Trinité
- III. Projets du PNUD dans des pays insulaires en développement d'Afrique
- IV. Projets du PNUD à Chypre et à Malte
- V. Projets du PNUD à Bahreïn

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 32/185 en date du 19 décembre 1977, l'Assemblée générale priait instamment tous les organismes des Nations Unies de continuer à définir et à appliquer, dans leurs domaines de compétence respectifs, une action spécifique appropriée en faveur des pays en développement insulaires, conformément aux recommandations formulées dans la résolution 98 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en particulier celles qui ont trait aux transports et aux communications, au commerce et aux politiques commerciales, à l'industrialisation, au tourisme, au transfert de technologie, à la mise en valeur des ressources marines et sous-marines, à l'apport de ressources extérieures, à la protection de l'environnement et aux mesures à prendre en cas de cataclysme 1/. L'Assemblée priait en outre instamment les organismes des Nations Unies et les commissions régionales de prêter attention aux programmes de coopération régionale et sous-régionale en ce qui concerne les pays en développement insulaires et elle demandait aux gouvernements, en particulier à ceux des pays développés, de tenir pleinement compte des problèmes particuliers aux pays en développement insulaires dans leurs efforts de développement bilatéraux et régionaux et dans les négociations visant à réaliser les objectifs du nouvel ordre économique international.

2. Dans sa résolution, l'Assemblée générale priait le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa trente-quatrième session, une analyse par secteur des mesures prises en faveur des pays en développement insulaires et de nouvelles propositions à étudier, en tenant compte de l'examen que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement aurait fait de cette question à sa cinquième session.

3. Conformément à la résolution de l'Assemblée générale, les gouvernements et les organisations internationales ont été priés de communiquer les renseignements pertinents. Le présent rapport a été établi par le secrétariat de la CNUCED à partir des réponses reçues. Les renseignements fournis par chaque pays ou par chaque organisme sont regroupés autant que possible en fonction des secteurs énumérés dans la résolution 2/.

1/ Un rapport a été établi à ce sujet sur Antigua, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Lucie et Saint-Vincent, en application de la résolution 33/152 de l'Assemblée générale (A/34/563).

2/ Outre celles mentionnées dans le présent rapport, des réponses ont également été envoyées par l'Organisation mondiale de la santé, la Commission économique pour l'Asie occidentale, la Banque africaine de développement, le Fonds arabe de développement économique et social, le Conseil d'assistance économique mutuelle et la République démocratique allemande. Ces réponses étaient formulées en termes généraux ou indiquaient que l'organisation ou le pays en question n'avait pas de renseignement important à communiquer.

II. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

A. Organisation des Nations Unies

1. Département de la coopération technique pour le développement

1. Dans le cadre de son mandat, ce département a accordé une attention particulière aux pays en développement insulaires, à la fois en continuant à définir leurs besoins élémentaires spécifiques pouvant faire l'objet de plans d'action immédiats et en exécutant intégralement toutes les mesures et les programmes d'action particuliers, notamment ceux récemment adoptés à Manille par la CNUCED à sa cinquième session. Ce mandat ne porte pas directement sur les activités énumérées au paragraphe 4 de la résolution 32/185 de l'Assemblée générale.

2. Une vingtaine d'experts du Département fournissent une assistance à dix pays en développement insulaires dans les domaines de la gestion, de la planification du développement socio-économique, de la coordination et de l'exécution des plans de développement. Depuis 1968, le Département fournit une assistance dans le domaine de l'administration publique à environ 72 p. 100 des pays en développement insulaires.

3. Le Département étudie un projet d'aménagement et de gestion des ressources en eau dans plusieurs petites îles des régions des Caraïbes, du Pacifique, de l'océan Indien et d'autres régions, projet qui doit être financé par le Programme ordinaire de coopération technique.

2. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Politiques commerciales

1. Un atelier sur l'harmonisation des statistiques du commerce extérieur, des nomenclatures et de l'évaluation douanières pour les pays en développement insulaires du Pacifique se tiendra en décembre 1979. Une assistance technique est également disponible dans ces domaines. La CESAP a invité plusieurs pays en développement insulaires à participer à des réunions sur les bois durs tropicaux (1977 et 1978), le Programme intégré pour les produits de base (1978) et les produits dérivés de la noix de coco (1978).

2. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, membre de la Communauté de la noix de coco pour l'Asie et le Pacifique (CNCAP) et de l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel (APPCN) ainsi que Fidji et les îles Salomon, membres de la CNCAP, ont également bénéficié de projets communs CESAP/CNCAP et CESAP/APPCN.

3. La CESAP a mis au point un programme mobile de formation dans le secteur du commerce extérieur pour les pays en développement insulaires du Pacifique. Dans le cadre de ce programme, une série de séminaires a été organisée en 1978, en collaboration avec le Bureau de coopération économique du Pacifique sud (BCEP) et le Centre CNUCED/GATT du commerce international et avec l'appui financier des Gouvernements australien et néo-zélandais. Un programme analogue devait être mis sur pied en 1979 et en 1980.

/...

4. Parmi les pays en développement insulaires de la région de la CESAP, seules la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Tonga ont eu l'occasion ou la capacité de participer officiellement aux négociations commerciales multilatérales du GATT. Dans le cadre du projet concernant les négociations commerciales multilatérales, cinq séminaires régionaux ont néanmoins été organisés qui mettaient notamment l'accent sur les intérêts et les problèmes commerciaux particuliers des pays en développement insulaires du Pacifique. Le projet leur a fourni une assistance technique et a permis d'établir des études concernant les négociations commerciales multilatérales.

5. Les Maldives ont bénéficié d'une assistance sous diverses formes dans le domaine de la promotion commerciale et des questions douanières.

6. En 1979, une mission consultative d'information commerciale s'est rendue aux îles Cook, à Fidji, à Nioué, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Samoa, aux îles Salomon et aux Tonga pour contribuer à la formulation de propositions particulières relatives au développement des services d'information commerciale. Cette activité fait partie d'un projet d'expansion et de diversification commerciales dont le centre sera à Fidji et qui répondra aux besoins de tous les pays insulaires du Pacifique. En outre, les services d'information commerciale ont fourni une assistance aux pays insulaires en organisant une collecte de données et la formation en cours d'emploi du personnel intéressé. L'équipe consultative d'information commerciale devait organiser à Tuvalu en août 1979 un séminaire dans le domaine de l'information commerciale à l'intention d'hommes d'affaires : des missions consécutives se rendront ensuite dans ces pays vers la fin de l'année.

Industrialisation

7. Financée par la Banque asiatique de développement, une étude industrielle devrait être achevée avant la fin de 1979; elle porte sur les pays suivants : îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Nioué, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, îles Salomon et Tonga.

8. Des réunions, ateliers et études divers sur les coentreprises et les sociétés transnationales doivent être organisés en 1979 et en 1980 à l'intention des pays en développement insulaires du Pacifique.

Exploitation des ressources marines et sous-marines

9. Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes du Pacifique sud (CCPM/PS) : ce comité, créé sous les auspices de la CESAP en 1972, se compose des îles Cook, des îles Salomon, de Fidji, de Kiribati, des Nouvelles-Hébrides, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Samoa et des Tonga. Son principal objectif est de fournir aux pays membres les éléments de base et une aide leur permettant de formuler des politiques et d'exécuter des programmes en vue de l'évaluation, de l'exploitation et de la gestion des ressources minérales et des ressources connexes au large des côtes, au mieux des intérêts des pays de la région.

10. Un projet triennal financé par le PNUD a débuté en janvier 1979. Il prévoit notamment l'établissement d'études sur les ressources en mer, la fourniture d'une assistance technique et des activités de formation.

Protection de l'environnement

11. Des préparatifs sont en cours pour convoquer en 1980 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) une conférence du Pacifique sud sur l'environnement, en collaboration avec le Bureau de coopération économique du Pacifique sud (BCEP) et la Commission du Pacifique sud (CPS).

12. Les projets régionaux de la CESAP pour la protection de l'environnement au niveau du village, la lutte contre la pollution marine et côtière ainsi que la gestion des terres profiteront aux pays en développement insulaires.

Activités générales

13. Une mission interinstitutions sur le développement rural intégré s'est rendue aux Maldives en février 1978, à la demande du gouvernement. Elle a recommandé l'adoption de stratégies globales pour le développement rural mettant principalement l'accent sur l'essor des pêcheries par le développement de coopératives de pêcheurs, sur l'alimentation en eau potable, sur la protection de l'environnement et sur l'accroissement des offres d'emploi. A la suite de cette mission, un projet de développement rural intégré a été mis à exécution à titre expérimental sur l'un des 19 atolls. Il a trait aux communications, aux transports, aux ressources marines et à la protection de l'environnement.

Autres secteurs

14. Dans presque tous les domaines précités, les mesures adoptées ne seront efficaces que si les pays disposent d'une base statistique pour formuler les projets et en évaluer les résultats. La plupart des pays en développement insulaires de la région ne disposent pas d'une telle base et le secrétariat de la CESAP doit d'abord les aider à se doter de structures statistiques. Le secrétariat de la CESAP et l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique ont organisé un certain nombre de séminaires et de cours de formation auxquels ont participé des ressortissants des pays en développement insulaires du Pacifique.

15. Les pays en développement insulaires du Pacifique ont pu profiter de divers ateliers, séminaires et cours de formation sur la coopération technique entre pays en développement, la planification du développement et l'examen des projets qu'à organisés le secrétariat de la CESAP ou l'Institut de développement pour l'Asie et le Pacifique.

Equipe consultative des Nations Unies pour le développement (UNDAT)

16. L'équipe consultative du Pacifique sud a été créée en 1971 pour aider les pays et territoires en développement insulaires du Pacifique sud en organisant des services de consultants de courte durée. Depuis sa création, l'équipe consultative a exécuté plus de 100 tâches de courte durée pour les gouvernements de la région; elles avaient trait à leur développement économique et ne pouvaient être assurées, du moins sans préavis notable, par les organismes des Nations Unies.

/...

17. Depuis le début de cette année, un important programme d'aide technique et de consultations a été exécuté par l'équipe consultative à la demande des pays en développement insulaires du Pacifique sud. Au cours de cette période ont été exécutées les activités ci-après :

a) Transports et communications : l'équipe a fourni des services de consultants de courte durée pour élaborer un projet de statut d'une future association des lignes aériennes du Pacifique sud et pour entreprendre une enquête sur les possibilités commerciales de la Pacific Forum Line (PFL), afin de la doter d'un plan-cadre.

b) Politique commerciale : le statisticien de l'équipe consultative a aidé à mettre au point un nouvel index alphabétique des produits primaires pour les importations (Papouasie-Nouvelle-Guinée) et à compiler les statistiques d'importation pour 1978 (Tuvalu).

c) Industrialisation : une enquête sur l'emploi et la production dans l'industrie a bénéficié de l'aide du statisticien de l'équipe (Tonga). L'expert de l'évaluation des projets a exécuté une étude de faisabilité sur une usine de traitement de fruits dont la création est proposée au Samoa et sur les vergers qui lui seraient associés. Il a également assuré sur une courte période le suivi et la surveillance de projets.

d) Tourisme : des services de consultants ont été fournis pour une courte durée aux Gouvernements de Fidji, de Kiribati et des Nouvelles-Hébrides afin de les conseiller sur le développement du tourisme.

e) Protection de l'environnement : l'expert de l'aménagement du territoire a arrêté définitivement son rapport sur le parc national d'O Le Pupu - Pu'e (Samoa). Une aide a également été apportée au Gouvernement des îles Salomon pour des mesures consécutives à des études effectuées précédemment et pour la rédaction d'un projet de résolution concernant l'aménagement du territoire.

f) Autres secteurs : on peut citer la mise au point et la mise à jour de tableaux comparatifs des recettes et dépenses du gouvernement central de 1973 à 1978 (îles Salomon); une analyse du recensement de 1976, un article sur la migration et la répartition de la population, et une proposition pour la gestion financière (Nioué).

18. Des services consultatifs sur la planification économique et sociale ont été fournis sur demande au Gouvernement du Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique.

3. Commission économique pour l'Amérique latine

1. Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes a été créé par la résolution 358 (XVI) de la Commission économique pour l'Amérique latine.

Transports et communications

2. Transports maritimes : une étude sur les transports généraux de marchandises dans les Caraïbes orientales a été faite et publiée en 1977.
3. Cette étude et son champ d'application ont été étendus en 1978 à tous les pays du Comité. Son but est de donner des statistiques de la circulation à jour et fiables sur les échanges commerciaux par mer dans les Caraïbes, afin d'aider les gouvernements à planifier l'amélioration systématique des installations portuaires et des services de transports maritimes. Il est prévu que l'étude sera achevée en septembre 1979.
4. Un projet d'une durée de deux ans sur la coopération régionale pour le développement des transports maritimes est présenté avec une demande de financement à la Banque mondiale et/ou au PNUD. Dans sa première phase, il comporterait la création d'un Centre maritime des Caraïbes qui aiderait les pays intéressés à prendre les décisions nécessaires, grâce à l'établissement de statistiques régionales des transports maritimes et au développement des compétences nationales; une étude sur les problèmes des ports et, selon les besoins, des conseils aux lignes appartenant à des résidents de la région; la mise en place de services de sécurité maritime et des travaux destinés à combattre la pollution des mers; une enquête sur les besoins en transports maritimes à caractère économique ou marchand et une étude de faisabilité sur de futurs établissements régionaux.
5. Transports aériens : le Groupe d'experts régionaux des pays du Comité a convenu qu'il faudrait mettre en train un programme de travail comportant les éléments suivants : coopération technique et perfectionnement de la main-d'oeuvre; amélioration et réglementation des services régionaux; coordination et promotion des politiques.
6. Les premières mesures ont été prises pour la création d'un Conseil des transports aériens des Caraïbes et l'on cherche à assurer le financement d'un projet pour deux ans.
7. Services postaux : un projet de statut d'une union postale restreinte des Caraïbes a été élaboré, et il est prévu qu'une réunion se tiendra en août 1979 à la Jamaïque, pour inaugurer cette union postale. Elle groupera d'abord tous les pays anglophones des Caraïbes.

Politique commerciale

8. Une étude de faisabilité a été effectuée au cours du premier trimestre de 1979 sur la création d'un réseau d'informations commerciales des Caraïbes.
9. Pour ce qui est de la coopération et de l'intégration économiques, on compte organiser en septembre 1979 un colloque régional sur les méthodes modernes d'enseignement des langues étrangères, pour contribuer à supprimer les obstacles linguistiques.

/...

10. Des études de base ont été effectuées sur les associations de producteurs ou d'exportateurs, afin de coordonner les associations analogues par sous-région. On entreprendra, à partir du troisième trimestre de 1979, des recherches sur l'exploitation, la commercialisation et le stockage du riz, des légumineuses, des fruits, des légumes, des farines et gruaux, du bois, des productions animales et des agrumes.

11. On a effectué une enquête sur la possibilité de créer des entreprises multi-nationales de commercialisation dans les Caraïbes, ainsi qu'un certain nombre d'études ponctuelles de faisabilité.

Industrialisation

12. L'OMUDI étudie actuellement le rapport d'une mission préparatoire à une enquête sur le développement industriel des Caraïbes.

Echanges de techniques

13. Une enquête a été entreprise en 1977 sur la situation de la science et de la technique dans la région, et la création d'un Conseil des Caraïbes pour la science et la technique a été proposée. Le Comité a approuvé la création du Conseil en mars 1979.

Protection de l'environnement

14. Un projet commun PNUE/CEPAL pour la conservation de l'environnement dans la région des Caraïbes a démarré en 1977. On a procédé à une évaluation de l'état actuel de l'environnement afin d'établir un plan d'action pour la conservation de l'environnement. Des études d'ensemble ont été rédigées pour l'agriculture, la pêche, les zones côtières, l'énergie, l'hygiène du milieu, les établissements humains, la pollution des mers et le droit international, le tourisme, les zones naturelles menacées, les catastrophes naturelles, les ensembles d'îlots et la législation de l'environnement. Le plan d'action sera présenté pour adoption et application à une réunion intergouvernementale qui doit se tenir vers mai 1980.

Autres secteurs

15. On a commencé en mai 1979 une étude de pré-faisabilité sur une entreprise des Caraïbes pour la production et la distribution de documentation imprimée et audiovisuelle. On étudie maintenant la possibilité de créer un réseau de centres culturels.

16. On prend actuellement des mesures pour la création d'une banque de données statistiques.

17. Une étude sur le niveau et l'évolution de la production et de la consommation d'énergie a été préparée; elle comprend des projections. On a entrepris d'évaluer les ressources énergétiques et les possibilités de diversification.

18. On cherche à définir des projets pour l'intégration des femmes au développement, et à évaluer l'aide nécessaire à leur exécution, avec l'assistance du Fonds de contributions volontaires pour la femme et le développement.

19. Un plan agricole sectoriel de 10 ans a été établi pour la Grenade. /...

4. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

1. Par sa résolution 98, la Conférence avait chargé le secrétariat de la CNUCED d'entreprendre un programme d'action spécifique se rapportant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement insulaires. Ce mandat a été confirmé et étendu par la Conférence dans sa résolution 111 (V) où non seulement elle demande que l'assistance technique à ces pays soit maintenue mais où il est prévu que la CNUCED effectuera, en coopération avec les institutions régionales et d'autres institutions compétentes, des études approfondies en vue d'analyser les problèmes économiques communs aux pays insulaires et, le cas échéant, d'organiser des réunions comme base d'une action complémentaire. La CNUCED cherche aujourd'hui à définir les moyens de s'acquitter efficacement de son mandat.

2. Les paragraphes ci-après donnent une indication générale des activités entreprises par la CNUCED en faveur des pays en développement insulaires depuis 1978.

Transports et communications

3. En application du paragraphe 53 de la résolution 98 (IV), un groupe d'experts a été réuni en octobre 1977 pour examiner les services de collecte et les services interinsulaires aériens ou maritimes des pays en développement insulaire. A sa dix-huitième session, le Conseil du commerce et du développement a pris note du rapport du Groupe d'experts (TD/B/687 et Corr.1).

4. Le Groupe d'experts a estimé que les problèmes purement techniques relatifs au transport interinsulaire n'étaient pas trop difficiles à résoudre, bien qu'il faille évidemment acquérir les navires, les avions et les infrastructures, ce qui demandait des capitaux et une meilleure information quant aux sources de financement. Les principaux problèmes des transports interinsulaires étaient financiers, sociaux et de gestion. Les liaisons avec les petites îles périphériques avaient peu de chances d'être financièrement viables : dans beaucoup de cas, il avait fallu en considérer le financement comme relevant de la politique sociale du pays.

5. Reconnaisant la spécificité des obstacles à surmonter pour assurer une participation équitable de ces communautés isolées au développement économique, le Groupe d'experts a souligné la nécessité inéluctable, dans de nombreux cas, de subventionner la desserte. Au paragraphe 61 de sa résolution 98 (IV), la Conférence traite de cet aspect du problème majeur de la politique régionale qui concerne les pays en développement insulaires. Le Groupe d'experts a déclaré que la forme et les sources de financement choisies pour ces subventions ne manqueraient pas d'avoir d'importantes incidences aussi bien sociales qu'économiques. Il a instamment recommandé que la communauté internationale apporte une assistance technique à cet égard.

6. Le Groupe a également recommandé d'organiser une série de séminaires régionaux sur la politique relative aux îles périphériques du point de vue des transports et du commerce. Il a fait d'autres recommandations concernant les méthodes appropriées pour la gestion et l'apport des aides destinées aux petits pays en développement insulaires.

/...

7. Une assistance technique en matière de transports maritimes et d'installations portuaires a été fournie à Antigua, à la Barbade, à Cap-Vert, à Cuba, à la Dominique, à la Jamaïque, à Maurice, aux Philippines et à la Trinité-et-Tobago. Des possibilités de formation ont été offertes aux Bahamas, à Bahreïn, à Fidji, aux îles Caïmanes, à Maurice, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Philippines, aux Seychelles, à Singapour, à Sri Lanka et aux Tonga.

8. La CEPAL, l'OMCI et l'OIT préparent actuellement un projet de coopération régionale pour le développement des transports maritimes dans la zone des Caraïbes. Ce projet, qui portera sur les installations portuaires et les entreprises de transports maritimes, tout en tenant compte des intérêts des transporteurs, prévoit l'octroi de bourses et d'assistance technique.

9. A la suite de la réunion du Groupe d'experts sur les services de collecte et les services interinsulaires aériens ou maritimes des pays en développement insulaires organisée par la CNUCED en octobre 1977, l'assistance technique accordée par la CNUCED dans ce domaine s'est accrue. Une assistance a ainsi été fournie aux îles Cook et aux Seychelles et des conseils donnés à Fidji pour la préparation d'un projet financé par le PNUD qui sera exécuté directement par les autorités locales. Un projet régional pour les Caraïbes consacré à l'aide aux petites embarcations et aux schooners en est au stade préparatoire.

Politique commerciale

10. La CNUCED a envoyé en Haïti un conseiller pour le commerce extérieur. Elle a de plus envoyé à Sri Lanka un économiste chargé de conseiller le gouvernement en ce qui concerne les politiques d'exportation de divers produits de base. La CNUCED fournit en outre une aide aux pays du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) en ce qui concerne la mise en place d'associations de producteurs et d'exportateurs. Un certain nombre de missions d'assistance technique de la CNUCED se sont rendues au Cap-Vert et divers projets visent à aider la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, dont le Cap-Vert est membre.

11. Un projet du Centre CNUCED/GATT du commerce international relatif au développement de la commercialisation des exportations fournit une assistance technique en matière non seulement de développement et de commercialisation des exportations mais aussi de promotion des ventes aux pays du Commonwealth de la Banque de développement des Caraïbes (CARIBANK). Un projet conjoint CARIBANK/Centre CNUCED/GATT aide les petites entreprises de transformation de la région à écouler leurs exportations.

12. Fidji, Kiribati, les Maldives, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sri Lanka, les îles Salomon, le Samoa, les Philippines et l'Indonésie sont au nombre des pays qui participent au projet régional de services consultatifs en matière d'information commerciale entrepris en Asie par le Centre CNUCED/GATT du commerce international. Le projet de services consultatifs qu'organise le Centre en matière de promotion des ventes et de formation pour le Pacifique sud en est à un stade avancé de préparation.

13. Le Centre du commerce international fournit une aide au Marché commun des Antilles orientales (ECCM) en matière d'exportation conjointe de produits agricoles. Il fournit aussi son assistance à l'Union des pays exportateurs de bananes, dont la République dominicaine est membre, ainsi qu'au groupe des pays exportateurs de sucre d'Amérique latine et des Caraïbes dont font partie plusieurs pays insulaires. Il convient de noter à ce propos que des participants provenant de la Trinité-et-Tobago, de la République dominicaine et d'Haïti ont assisté en 1978 à un séminaire sur la commercialisation du sucre. Une aide a été fournie à la Communauté de la noix de coco pour l'Asie et le Pacifique (CNCAP) dont font partie la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sri Lanka, le Samoa, les Philippines et l'Indonésie.

14. Le projet interrégional de la CNUCED sur les importations de blé s'est traduit par l'envoi de missions à Sri Lanka, à Chypre, aux Maldives et en République dominicaine. Plusieurs autres pays insulaires ont fait savoir qu'ils s'intéressaient à ce projet.

15. Un projet destiné à aider la CARICOM à mettre en place un Centre des produits pharmaceutiques pour les Caraïbes est en cours d'élaboration. Le Centre du commerce international a également aidé Sainte-Lucie à organiser une foire commerciale et touristique.

16. La CNUCED a fourni des services consultatifs interrégionaux pour simplifier les formalités de procédures et la documentation commerciale au CDCC, ainsi qu'à la Trinité-et-Tobago, en Haïti, à Cuba, à Fidji, à Sri Lanka, au Cap-Vert, à Maurice, à Chypre, et à la République dominicaine. Une mission doit être envoyée au Territoire tutelle des Iles du Pacifique.

17. Dans le cadre du projet relatif au Système généralisé de préférences, une mission consultative s'est rendue à Madagascar, où s'est tenu un séminaire.

18. En Asie, un projet d'éducation en matière d'assurances, organisé à partir de quatre centres situés aux Philippines, à Singapour, à Bombay et à Kuala Lumpur, compte parmi ses participants la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Fidji, le Samoa et Sri Lanka.

19. Un certain nombre de pays en développement insulaires, notamment dans la région du pacifique, ont eu recours aux services d'assistance technique du projet interrégional CNUCED/PNUD sur les négociations commerciales multilatérales, qui comprend l'analyse des propositions faites au cours du processus de négociation ainsi que l'étude de divers points particuliers. Les pays insulaires de la région du Pacifique ont participé à cinq séminaires sur les négociations commerciales multilatérales organisés par les secrétariats de la CESAP et du Commonwealth et auxquels le projet interrégional a apporté sa participation active. On prévoit que le projet CESAP/CNUCED/PNUD, associé au projet interrégional, intensifiera l'assistance à ces pays au cours des derniers mois de 1979, grâce à l'organisation de missions consultatives et d'ateliers destinés à les aider à adapter leurs politiques commerciales à la situation postérieure aux négociations multilatérales.

20. Dans le cadre de ce projet interrégional, on analyse aujourd'hui les résultats des négociations commerciales multilatérales du point de vue des pays membres de la CARICOM et on fournira une nouvelle assistance technique à un séminaire consacré à ces négociations et à d'autres questions relatives à la politique commerciale, séminaire qui doit se tenir vers la fin de 1979 sous les auspices du secrétariat du Commonwealth.

Apport de ressources extérieures

21. La CNUCED était représentée à la mission envoyée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aux Seychelles en février et mars 1978, afin de déterminer l'assistance particulière nécessaire selon la résolution 32/101 de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1977.

22. Le personnel de la CNUCED a collaboré activement avec le secrétariat du Commonwealth à l'organisation d'une réunion consacrée au financement extérieur des petits pays insulaires du Commonwealth, réunion qui s'est tenue au Samoa en avril 1979.

Protection de l'environnement

23. On cherche aujourd'hui à financer un projet de recherche et de formation en matière de population, de ressources, d'environnement et de développement dans les petits pays insulaires, conformément aux dispositions du paragraphe 61 de la résolution 98 (IV) de la CNUCED.

5. Programme des Nations Unies pour le développement

On trouvera à l'annexe I des informations concernant l'assistance du PNUD aux pays en développement insulaires d'Asie et du Pacifique pour la période 1977-1981; les informations relatives à l'action du PNUD dans les pays insulaires des Caraïbes (y compris les Bermudes) figurent à l'annexe II, celles qui concernent les pays insulaires d'Afrique à l'annexe III, celles qui concernent Chypre et Malte à l'annexe IV et celles qui concernent Bahreïn à l'annexe V.

B. Institutions spécialisées et GATT

1. Organisation internationale du Travail (OIT)

Politique commerciale

1. Un projet de l'OIT relatif à la création et à la gestion de coopératives pour la région des Caraïbes a été achevé au début de 1979. Des projets sont en cours aux Seychelles, en Indonésie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Sri Lanka et un projet est prévu pour le Cap-Vert.

/...

Industrialisation

2. Des projets concernant l'artisanat ont été entrepris au Cap-Vert, aux Antilles néerlandaises, à Madagascar et à Chypre. Des projets d'enseignement professionnel destinés à répondre aux besoins ruraux et urbains, qui comportent notamment des activités de reclassement professionnel et de formation de cadres, ont été entrepris en Indonésie, aux Philippines, dans le Pacifique sud, à Madagascar, dans la région des Caraïbes, y compris la Dominique, Antigua et Sainte-Lucie - à Malte et à Bahreïn. Des projets sont également prévus pour les Comores et le Cap-Vert.

3. En 1978, le Centre de Turin a accueilli 23 boursiers venant de Madagascar, des Seychelles et de Maurice.

4. Des programmes d'enseignement à l'intention des travailleurs ont eu lieu à Madagascar et dans la région des Caraïbes. Un projet visant l'établissement de normes communes de sécurité dans le Pacifique sud est en cours d'élaboration et l'on met actuellement au point aux Philippines un modèle de cours de formation en matière de sécurité rurale.

Tourisme

5. Des programmes de formation en matière d'hôtellerie et de restauration sont actuellement en cours à Bahreïn et aux Antilles néerlandaises; d'autres projets dans ce domaine seront probablement réalisés à Antigua et, peut-être, aux îles Caïmanes.

Autres secteurs

6. Des projets en matière de sécurité sociale sont actuellement en cours aux Bahamas, dans les pays du Marché commun des Antilles orientales, dans l'ensemble de la région des Caraïbes, au Cap-Vert, aux Seychelles et à Madagascar. Un projet est prévu pour les Comores. En matière d'administration du travail, de statistiques du travail et de planification des ressources de main-d'oeuvre, des projets sont en cours ou ont été achevés en 1978 à Madagascar, aux Seychelles, à la Trinité-et-Tobago, aux Antilles néerlandaises, dans les pays de langue anglaise des Caraïbes, dans les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et dans la région du Pacifique sud. Des projets concernant l'économie du travail, de la population et de la famille, sont en cours en Jamaïque, en Dominique, à Sainte-Lucie, à Saint-Christophe et à Saint-Vincent. Une assistance est accordée à un programme spécial de grands travaux au Cap-Vert.

Apport de ressources extérieures

7. Dans la région des Caraïbes, la naissance de plusieurs Etats ayant accédé récemment à l'indépendance et l'évènement imminent de plusieurs autres Etats ont accéléré le rythme de la coopération technique internationale.

8. L'assistance technique obéira à deux grandes orientations, en particulier dans les pays de langue anglaise des Caraïbes. En premier lieu, l'accent sera mis sur le renforcement des organisations locales sous-régionales. Etant donné les très faibles dimensions de nombreux pays de la sous-région, l'assistance extérieure que l'appareil institutionnel national peut effectivement absorber varie considérablement selon les pays, tant sur le plan de la qualité que sur celui de la quantité. Du point de vue du donateur, le coût par habitant des projets formulés pour un seul pays déterminé devient prohibitif. Dans ces conditions, les diverses organisations sous-régionales fournissent un cadre institutionnel intermédiaire permettant de parvenir à un degré de technicité trop onéreux et trop spécialisé pour beaucoup de ces pays pris séparément, tout en demeurant nettement axé sur les besoins et la situation particuliers des Caraïbes. Ces diverses organisations sous-régionales facilitent également la mise au point de projets "multi-insulaires" auxquels plusieurs pays ayant des besoins et des priorités analogues coopèrent dans un domaine technique bien déterminé. Le développement de ces organisations sous-régionales doit aller de pair avec l'établissement de liens étroits avec les autres pays du continent américain qu'ils soient de langue anglaise ou espagnole.

9. Pour les îles de plus grandes dimensions, les projets par pays peuvent demeurer justifiés. Dans les pays plus petits et moins développés, cependant, la demande de cours, séminaires, ateliers et bourses de formation pourrait bien s'accroître. Il se peut que le rôle traditionnel de l'expert résident affecté à un seul pays aille en déclinant alors que l'idée d'un "pool" d'experts attachés à une organisation régionale ou sous-régionale est probablement appelée à devenir de plus en plus courante.

10. La coopération technique entre pays en développement va se répandre de plus en plus largement. A ce jour, les pays des Caraïbes se sont fourni une certaine assistance, mais en grande partie dictée par les circonstances. Il y a cependant là un vaste potentiel à exploiter et, à mesure que ces pays auront assimilé toutes les techniques relatives à l'emploi de consultants engagés sur place pour des périodes de courte durée - identification, recrutement, affectation sur le terrain, orientation des activités et exploitation de leurs résultats - on peut s'attendre à voir se développer la coopération technique entre les pays des Caraïbes, et en particulier l'aide des pays les plus grands aux pays les plus petits.

2. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

1. Dans son domaine de compétence, la FAO s'est efforcée d'encourager le progrès des pays en développement insulaires aux niveaux régional, sous-régional et national, principalement grâce à l'envoi d'experts et à l'octroi de bourses.

2. Il faut tenir compte des obstacles particuliers qui entravent l'application des programmes d'assistance technique dans certains de ces pays : conditions d'existence et de travail difficiles, capacité d'absorption limitée, manque de personnel qualifié et incapacité de certains pays de fournir l'appui administratif requis pour les activités de développement.

/...

3. La FAO approuve sans restriction les approches suggérées dans le rapport du secrétariat de la CNUCED (TD/242) 3/ sur l'utilisation optimale des experts dont on ne peut mettre pleinement à profit les services dans les petites îles peu peuplées, et elle approuve l'approche pratique qui y est recommandée.

Transfert de technologie

4. Des programmes de vulgarisation et de formation ont été mis au point à l'intention de plusieurs pays en développement insulaires, en vue d'accélérer le transfert de technologie. Ces activités de formation sont menées à l'échelle nationale (Sao Tomé-et-Principe, Cap-Vert, Comores, Nioué, Sri Lanka, Samoa, Haïti, Indonésie) ou régionale (région de l'Asie, pays des Caraïbes).

5. C'est ainsi qu'une assistance technique a été fournie en matière de formation, de planification et d'analyse des projets. Un projet réalisé à la Barbade est destiné à constituer le noyau d'un programme de formation sous-régional à l'intention des pays de langue anglaise des Caraïbes. Une assistance est également fournie dans ce domaine à la République dominicaine et à Sri Lanka.

6. En ce qui concerne la recherche, on peut citer l'exemple d'un projet FAO/PNUD réalisé dans les Caraïbes en vue d'améliorer et de coordonner la recherche grâce à la mise en place de programmes de coopération, et d'encourager et de faciliter une meilleure utilisation des résultats des travaux de recherche menés sur place ou à l'extérieur.

7. Des avis ont été fournis aux îles Salomon pour leurs négociations avec le Japon sur un accord de pêche.

8. Les autres activités d'assistance portant sur des techniques déterminées englobent, par exemple, pour la zone du Pacifique, la construction de navires et le rendement des cultures à Samoa, la transformation de produits agricoles à Samoa, dans le Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique et aux îles Cook, une formation en matière d'élevage et de soins vétérinaires en Papouasie-Nouvelle-Guinée, ainsi que des projets régionaux sur l'amélioration des variétés de noix de coco et le développement des cultures de tubercules. Dans le cas de l'Afrique, des projets analogues portent, notamment, sur la production de viande de boeuf et de lait aux Seychelles et sur la diversification de la production et la formation agricoles aux Comores.

9. En matière de sécurité alimentaire, la FAO fournit actuellement ou va fournir à brève échéance, une assistance à Haïti, à la République dominicaine, à Sri Lanka, au Cap-Vert, à Madagascar et aux Comores.

Mise en valeur des ressources marines et sous-marines

10. Outre les projets menés au niveau national, trois projets interrégionaux bénéficient à des pays en développement insulaires. Le programme d'étude et de développement de la pêche dans l'océan Indien assure une assistance à Sri Lanka, aux Seychelles, à Maurice, aux Comores et à Madagascar, ainsi qu'à d'autres pays de la région. Une assistance spécifique a également été accordée à Sri Lanka

3/ "Action spécifique se rapportant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement insulaires - grandes questions de politique générale".
/...

aux Seychelles, à Maurice et à Madagascar. Dans le Pacifique, un projet régional prévoit une assistance générale en matière de développement de la pêche en faveur de nombreux pays insulaires de la région, dont Fidji, le Samoa, les îles Salomon, les Tonga, les Nouvelles-Hébrides, Kiribati et les îles Cook. Dans l'Atlantique, le projet de développement de la pêche dans le centre-ouest de l'Atlantique porte sur plusieurs aspects du développement des pêcheries marines et de l'aquiculture en eau salée et en eau douce dans la région des Caraïbes. Le programme de travail de ce projet comprend une assistance à Sainte-Lucie, à la Dominique et à la Grenade en matière d'administration des pêches, ainsi qu'une étude des possibilités d'aquiculture à Antigua, à la Dominique et à Grenade.

Apport de ressources extérieures

11. Depuis 1973, la FAO s'attache à orienter systématiquement vers l'agriculture les apports de ressources extérieures aux pays en développement. Dans le cas précis des pays en développement insulaires, une brève analyse montre que le montant total des engagements d'aide financière du secteur public en faveur de leur agriculture (à l'exclusion des livraisons d'engrais) était passé d'environ 300 millions de dollars E.-U. en 1973 à quelque 920 millions de dollars en 1975. En 1976, en revanche, ces engagements devaient tomber à 600 millions de dollars environ et ils ne se sont que légèrement accrus en 1977 pour s'établir aux alentours de 735 millions de dollars (d'après les premières estimations). La FAO a signalé dans la mesure du possible ces données aux donateurs éventuels en vue de favoriser un accroissement du volume des ressources extérieures fournies à cette catégorie de pays.

Protection de l'environnement

12. La FAO participe à des projets relatifs à la pollution marine et côtière réalisés à Cuba, à la lutte contre les ennemis des cultures et parasites et contre les maladies des plantes et des animaux dans la région du Pacifique et à la sylviculture, à Fidji et au Cap-Vert.

Programmes de coopération régionale et sous-régionale

13. En Asie et dans le Pacifique, une assistance est actuellement fournie à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), qui comprend l'Indonésie, les Philippines et Singapour, par l'intermédiaire d'un projet FAO/PNUD intitulé "Equipe d'étude sur l'offre et la demande de produits alimentaires et autres produits agricoles stratégiques".

14. La FAO coopère avec la Commission du Pacifique sud et l'Institut de développement des Nations Unies pour le développement pour l'Asie et le Pacifique en vue d'améliorer l'appareil de planification nationale des pays membres de la Commission et d'étudier les possibilités d'une coopération régionale en agro-économique. La FAO doit aussi aider le Centre de recherches appliquées au développement de l'Université du Pacifique sud à formuler un programme d'études orientées vers l'action et elle doit en outre participer aux activités du Centre dans le domaine de la planification agricole sur la base d'arrangements à long terme fixant les modalités de leur collaboration.

/...

15. La FAO a participé à une réunion régionale des pays du Forum du Pacifique sur l'industrie de la pêche à la suite de la proclamation par ces pays d'une zone économique de 200 milles comme limite de leurs eaux territoriales, en vue de les aider à mettre sur pied une infrastructure appropriée.

Assistance en cas de catastrophe naturelle

16. Pour l'essentiel, les secours fournis par la FAO pour faire face aux catastrophes naturelles l'ont été sous forme d'aide alimentaire et d'aide non alimentaire (semences de qualité, engrais, services consultatifs et formation, notamment).

17. Une aide alimentaire d'urgence a été fournie durant la période allant du 1er janvier 1978 à la mi-juin 1979, par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial ONU/FAO, au Cap-Vert, à l'Indonésie, aux Philippines et à Sri Lanka, pour répondre à l'appel des gouvernements respectifs de ces pays. Cette aide s'est élevée à 19 974 tonnes métriques de produits représentant une valeur de 6 610 900 dollars E.-U.

18. Durant la même période, une aide non alimentaire, sous forme de livraisons de semences de qualité, d'engrais, de véhicules et autres matériels, de services consultatifs et d'activités de formation, a été fournie, par l'intermédiaire du Bureau des opérations spéciales de secours (OSRO), au Cap-Vert, à Haïti et à Sri Lanka, pour une valeur totale de 606 500 dollars E.-U. prélevés principalement sur les fonds affectés au Programme de coopération technique. En outre, d'autres activités d'assistance technique ne relevant pas de ces deux catégories ont également été menées. Elles portaient essentiellement sur la lutte contre la fièvre porcine africaine et le scolyte du grain de café et la prévention de ces fléaux qui ont récemment fait leur apparition aux Caraïbes.

3. Fonds monétaire international

Apport de ressources extérieures

1. L'accès aux ressources du Fonds est régi beaucoup plus par les besoins de financement de la balance des paiements des pays membres que par des critères géographiques ou politiques. Néanmoins, il apparaît que l'on a cherché à atteindre l'objectif d'"une action spécifique en faveur des pays en développement insulaires" énoncé dans la résolution 32/185 de l'Assemblée générale des Nations Unies, notamment au cours des dernières années, tant par les modifications apportées au fonctionnement des mécanismes ordinaires du Fonds que par la création de facilités supplémentaires pour satisfaire à certaines exigences spéciales en matière de balance des paiements. Ces changements, qui répondent particulièrement bien aux besoins des pays qui en sont aux premiers stades de leur développement économique ou qui sont exposés à voir leurs recettes d'importation accuser de très fortes fluctuations, sont les suivants :

a) La création, en septembre 1974, du système de financement élargi (ou "facilité élargie") du Fonds, qui permet le financement, pendant un maximum de trois ans, de programmes destinés à résoudre les problèmes structurels de balance des paiements, et prévoit les périodes de rachat correspondantes (de quatre à sept ans). En avril 1976, un accord avait été conclu avec les Philippines à ce titre, qui portait sur 217 millions de droits de tirage spéciaux (DTS) et s'étendait sur une période de trois ans. En juin 1978, le Fonds a approuvé un accord de trois ans avec la Jamaïque portant sur l'équivalent de 200 millions de DTS.

b) La création, le 1er août 1975, du compte de subvention, financé par 24 membres du Fonds, plus la Suisse, pour aider les membres du Fonds les plus gravement touchés à faire face au coût de l'utilisation du mécanisme pétrolier pour 1975, en réduisant de 5 p. 100 par an le taux effectif de la commission annuelle appliquée aux tirages effectués au titre de ce mécanisme. Haïti, Sri Lanka et le Samoa sont au nombre des pays qui en ont bénéficié.

c) La libéralisation sensible en décembre 1975 du système de financement compensatoire. Depuis cette date jusqu'à l'exercice financier clos le 30 avril, les Philippines, Chypre, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Jamaïque, la République dominicaine et le Samoa ont effectué des achats à ce titre.

d) La création, en mai 1976, du Fonds fiduciaire destiné à fournir, pour le redressement de leur balance des paiements, une aide supplémentaire à des conditions favorables à des pays en développement à faible revenu par habitant. Le Fonds tire l'essentiel de ses ressources des bénéfices réalisés sur la vente du sixième (25 millions d'onces) de la quantité totale d'or détenu par le Fonds. Les aides sont accordées, pour deux périodes de deux ans chacune, dont la première a pris fin le 30 juin 1978, sous forme de prêts à intérêt de 1/2 à 1 p. 100 par an, remboursables par versements semestriels au terme d'un délai de franchise de 5 ans et demi, sous réserve de modification intervenant juste avant le premier paiement. Des prêts ont été accordés à la Grenade, à Haïti, à Maurice, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Philippines, à Sri Lanka et au Samoa. La deuxième

/...

période d'activité du Fonds fiduciaire s'achèvera dans un an, la date de clôture de la liste des pays admis à bénéficier de prêts étant fixée à la fin du mois de novembre 1979.

e) L'entrée en vigueur, le 23 février 1979, du système de financement supplémentaire, créé pour fournir une aide supplémentaire au cours des prochaines années aux membres du Fonds qui se heurtent à un déséquilibre des paiements très important par rapport à leur quote-part. Pour faciliter les opérations à ce titre, 13 membres du Fonds ou leurs institutions, ainsi que la Banque nationale suisse, ont accepté de prêter au Fonds un montant de 7,8 milliards de DTS. Les membres ne peuvent utiliser le système qu'en vertu d'un accord de confirmation autorisant des tirages dans les tranches supérieures de crédit ou en vertu d'un accord de financement élargi. L'accord conclu avec la Jamaïque au titre du système de financement élargi du Fonds, qui était mentionné au sous-paragraphe a), a été complété par l'intermédiaire du système de financement supplémentaire.

f) De nouvelles directives concernant l'utilisation des ressources du Fonds, qui ont été adoptées le 2 mars 1979, portent dans certains cas jusqu'à trois ans la durée des accords de confirmation et prévoient qu'il sera dûment tenu compte des objectifs sociaux et politiques internes des Etats membres, ainsi que de leurs priorités et de leur situation économiques intérieures pour les aider à élaborer leurs programmes d'ajustement.

4. Organisation de l'aviation civile internationale

1. Lors de sa vingt-deuxième session, tenue en 1977, l'Assemblée de l'OACI a chargé le Conseil de l'OACI d'accorder une attention particulière aux mesures destinées à tenir compte des besoins et des intérêts particuliers des pays en développement insulaires, qui se heurtent en matière de transports à des problèmes que l'aviation civile est de plus en plus à même de résoudre. La question est actuellement examinée par le Conseil, qui présentera un rapport à la prochaine Assemblée de l'OACI en 1980.

2. L'OACI exerce ses activités dans le secteur des "transports et communications". Toutefois, quelques-unes de ses activités dans les domaines de la navigation et du transport aériens peuvent également être classées dans la catégorie "transfert de technologie", au même titre que toutes ses activités d'assistance technique.

Etudes des transports aériens

3. Les études régionales de l'essor du transport aérien de passagers et de marchandises paraissent en général au rythme d'une par an. Une étude sur l'Amérique latine et aux Caraïbes a été achevée en 1978, une autre sur l'Afrique l'a été en avril 1979, une troisième est en cours sur l'Asie et la région du Pacifique. Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et l'OACI ont récemment collaboré à une étude du transport aérien dans les Caraïbes.

Transfert de technologie

4. Les activités dans ce domaine comprennent la publication de manuels et de bulletins, l'organisation de journées d'étude et de séminaires régionaux ainsi que des missions de transport aérien.

Activités d'assistance technique

5. L'OACI a aidé le Bureau de la coopération économique pour le Pacifique sud et la South Pacific Airlines à créer l'Association of South Pacific Airlines (ASPA). Elle a également proposé que soit effectuée, dans le cadre d'un projet d'assistance technique financé par le PNUD, une étude de la situation des Etats et territoires insulaires du Pacifique sud afin de suggérer des moyens pour l'aviation civile de contribuer plus efficacement à leur développement économique national. Une proposition similaire a été établie pour les neuf pays de la sous-région de l'Asie occidentale et méridionale qui comprend deux Etats insulaires.

6. Il a également été mis au point une proposition d'étude économique du groupe des pays formant l'Association des nations de l'Asie du sud-est. Bien que deux des cinq Etats membres aient des dimensions trop vastes pour être considérés par l'ONU comme des Etats insulaires, l'aviation civile sera nécessairement essentielle à leur développement économique, car ils sont constitués d'une multitude d'îles.

/...

7. Des projets d'assistance technique financés par le PNUD sont en cours aux Maldives, aux îles Salomon, à Antigua, aux îles Caïmanes, à Montserrat, à Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent, aux îles Turques et Caïques, en République dominicaine, à Haïti, au Cap-Vert, aux Comores, à Madagascar, à Maurice et aux Seychelles. Antigua, la Dominique, Grenade, Montserrat, Saint-Christophe, Saint-Vincent, Sainte-Lucie, la Barbade, les îles Vierges britanniques, les îles Caïmanes, les Antilles néerlandaises, la Trinité-et-Tobago et les îles Turques et Caïques font l'objet de projets multinationaux.

Formation

8. En 1978, quatre-vingt-dix bourses ont été accordées à des ressortissants de pays insulaires en développement dans le cadre de programmes de l'OACI (Cap-Vert 1, îles Caïmanes 7, Chypre 1, Fidji 3, Kiribati 1, Haïti 3, Madagascar 4, Maldives 12, île Maurice 6, Montserrat 1, Antilles néerlandaises 1, Papouasie-Nouvelle-Guinée 4, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla 2, Sainte-Lucie 7, Singapour 17, îles Salomon 3, Sri Lanka 5, Tonga 3, Trinité-et-Tobago 3, îles Turques et Caïques 6). En outre, 51 bourses ont été accordées à des ressortissants d'Indonésie et des Philippines (46 et 5 respectivement).

9. L'OACI a contribué à la création de centres nationaux et régionaux de formation en matière d'aviation civile. Les centres de la Trinité et de Singapour sont particulièrement importants pour les pays en développement insulaires. Il est prévu d'envoyer une mission dans les pays insulaires du Pacifique pour déterminer leurs besoins précis de formation dans le domaine de l'aviation civile et organiser les activités requises en conséquence dans les centres de Papouasie-Nouvelle-Guinée et d'autres pays de la région.

/...

5. Union postale universelle

Transport et communications

1. L'UPU, qui n'a pas de programme d'action spécifique en faveur des pays insulaires en développement, tient cependant le plus grand compte des besoins particuliers de ces pays lors de la préparation de ses programmes et projets d'assistance technique, de telle façon que l'on peut affirmer que la totalité desdits pays bénéficient, sous l'une ou l'autre forme, des activités d'assistance technique dans le secteur des services postaux.

2. En Afrique, le Cap-Vert, Sao Tomé-et-Principe, les Comores, les Seychelles et Maurice bénéficient des projets régionaux de formation et pour l'amélioration des services postaux, ou de visites de consultants. Le Cap-Vert a bénéficié de deux bourses de spécialisation à l'étranger. Sao Tomé-et-Principe bénéficie des activités d'un projet national dont les objectifs portent sur la formation et sur l'aide à l'acquisition du matériel d'équipement. Aux Seychelles, deux projets, dont l'un porte sur l'organisation de la Caisse d'épargne postale et la phitalélie ont été mis en oeuvre. Les pays insulaires d'expression anglaise des Caraïbes participent depuis 1976 à un projet régional "Organisation et développement des services postaux". L'UPU a fourni en 1970 son concours technique en vue de favoriser la constitution d'une Union restreinte pour les pays des Caraïbes, dont le but serait d'assurer l'amélioration des services postaux et de favoriser dans ce domaine le développement de la collaboration internationale. La Dominique, Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent bénéficient à l'heure actuelle d'une mission de consultant UPU ayant notamment pour but d'informer les dirigeants des services postaux de l'étendue et des modalités de collaboration entre l'UPU et les pays ayant récemment accédé à l'indépendance. La Jamaïque et la Dominique auront bénéficié de missions de consultants. Une bourse de formation pédagogique a été accordée à Sainte-Lucie.

3. Certains pays insulaires de l'Asie et du Pacifique pourront participer à un cours de spécialisation dans le domaine du service postal international, qui sera organisé par l'École de formation postale pour l'Asie et l'Océanie à Bangkok.

4. Les Maldives et Sri Lanka bénéficient depuis 1978 des activités opérationnelles et d'enseignement entreprises dans le cadre d'un projet régional "Amélioration et développement des services postaux".

5. Un boursier des Maldives, de Fidji et de Papouasie-Nouvelle-Guinée, et deux de Sri Lanka ont participé à un voyage d'études sur la poste rurale en Chine en 1979.

6. Une équipe opérationnelle, constituée dans l'esprit de la CTPD par deux spécialistes de la région et par un consultant UPU (animateur), a effectué en 1978 une mission de trois mois en matière de statistiques postales dans trois pays de

/...

la région, dont le Sri Lanka. Un fonctionnaire de ce pays a participé en 1979 à une action similaire d'une durée de deux mois portant sur les opérations relatives aux frais de transit et aux frais terminaux, et intéressant le Sri Lanka et un autre pays de la région.

7. Les pays insulaires du Pacifique font partie d'un projet régional "Amélioration et développement-des services postaux".

8. Kiribati et Tuvalu bénéficient de diverses bourses de formation.

/...

6. Organisation météorologique mondiale

1. L'assistance fournie par l'OMM vise principalement les transports et communications, le transfert de technologie, la protection de l'environnement et la lutte contre les catastrophes naturelles.
2. L'OMM accorde toute son attention aux pays en développement insulaires qui ont accédé récemment à l'indépendance. En Afrique, l'OMM fournit son assistance au Cap-Vert dans le cadre d'un projet régional du PNUD pour les pays membres du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse (CILSS), à Sao Tomé-et-Principe et aux Comores. En Asie, on envisage de fournir une assistance aux Maldives.
3. La Caribbean Meteorological Organization est l'homologue du Caribbean Meteorological Service pour l'exécution de grands projets de développement pour la formation supérieure en météorologie. Un réseau de stations de radiodétection météorologique au sol a été créé dans le cadre de ces projets pour fournir des informations et prévenir en cas d'ouragans; six radars ont été livrés et installés à Antigua, à la Barbade, en Guyane, à la Jamaïque, au Belize et à Tobago. Disposant d'excellents moyens de formation, le Caribbean Meteorological Institute offre aux pays de la région de nombreuses possibilités de former leur personnel météorologique à tous les niveaux (technique ou supérieur). Lors d'un récent examen des programmes de développement futur du Caribbean Meteorological Institute de la Barbade, il a été décidé d'accorder une plus grande place aux activités de recherche, ce qui nécessitera une aide extérieure plus importante.
4. En 1977, un étudiant d'Antigua a reçu une bourse de quatre ans financée, sur le budget ordinaire de l'OMM, pour poursuivre ses études de licence en météorologie à l'Université des Indes occidentales et au Caribbean Meteorological Institute de la Barbade.

7. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Transfert de technologie

Certains pays en développement insulaires comptent parmi les bénéficiaires des activités de coopération au développement menées par l'OMPI. A cet égard, les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) prennent des dispositions pour organiser un séminaire sur la propriété intellectuelle à l'intention de certains pays membres de l'OUA indépendants depuis peu, dont le Cap-Vert, les Comores, Sao Tomé-et-Principe et les Seychelles. En outre, l'OMPI a accordé des bourses pour des cours de formation dans le domaine de la propriété industrielle à des candidats proposés par les gouvernements de Maurice et des Seychelles et dans le domaine des droits d'auteurs, à un candidat proposé par le Gouvernement de Fidji. De plus, à la demande du Gouvernement mauricien, le secrétariat de l'OMPI a présenté ses observations et suggestions sur le nouveau projet de loi que celui-ci avait élaboré en matière de droits d'auteurs.

/...

8. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)

Politique commerciale

1. Un certain nombre des pays en développement insulaires participent aux activités du GATT en qualité de parties contractantes à part entière. D'autres pays appliquent de facto les principes de l'Accord général à leurs relations commerciales. Les Philippines ont accédé provisoirement à l'Accord général et négocient actuellement leur adhésion définitive.

2. Conformément aux dispositions de la Déclaration de Tokyo, les négociations commerciales multilatérales ont été ouvertes à tous les gouvernements, et un certain nombre de pays insulaires en développement qui ne sont pas parties contractantes à l'Accord général y ont pris part. Les négociations en vue de l'octroi d'un traitement spécial plus favorable dans le domaine des droits de douane ont été organisées sur la base des demandes des pays en développement et des offres des pays développés. Un certain nombre de pays en développement insulaires y ont participé activement et ont reçu une assistance technique du secrétariat dans cette perspective.

3. Les négociations commerciales multilatérales ont aussi abouti à l'élaboration d'un certain nombre de nouveaux accords sur des mesures non tarifaires concernant par exemple les obstacles techniques au commerce, les marchés publics, les subventions et droits compensateurs, etc. Certains de ces accords contiennent des dispositions prévoyant un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement dans les domaines qu'ils visent, y compris, le cas échéant, une assistance technique. Ces dispositions sont applicables à tous les pays en développement, y compris les pays insulaires.

4. En outre, sept pays en développement insulaires ont, à ce jour, bénéficié d'un programme d'études techniques entrepris par le secrétariat dans la perspective d'une expansion du commerce entre pays en développement. Ce sont les Bahamas, Chypre, Fidji, la Jamaïque, Maurice, les Philippines et Sri Lanka. Les Philippines figurent parmi les signataires du Protocole concernant les négociations commerciales entre pays en développement actuellement en vigueur.

C. Organisations intergouvernementales

1. Banque de développement des Caraïbes

Apport de ressources extérieures

1. La Banque de développement des Caraïbes joue le double rôle de banque et d'agence de développement pour la région. Le montant cumulé des autorisations de prêt est passé de 140,3 millions de dollars à la fin de 1957 à 180 millions de dollars à la fin de 1978 et celui des versements à ce titre de 74 à 96,8 millions de dollars.

2. Pour les années 1979 à 1983, la Banque prévoit un rythme moyen de financement d'environ 1,7 fois supérieur à celui des cinq dernières années (1974-1979).

3. En outre, pour pouvoir mieux répondre pendant les trois années qui viennent aux besoins d'assistance technique de ses membres, et surtout des petits pays insulaires - besoins auxquels elle ne pouvait guère faire face dans le passé, la Banque a maintenant créé un Fonds d'assistance technique doté de 4 millions de dollars des Etats-Unis. Soixante-cinq pour cent de ces ressources iront aux pays membres les moins développés ^{4/}.

4. Le personnel de la Banque de développement des Caraïbes et le secrétariat de la Communauté des Caraïbes coopèrent dans les domaines techniques d'intérêt commun. Ils travaillent en étroite collaboration avec une société régionale (Caribbean Food Corporation, CFC) et avec un institut régional de recherche agronomique (Caribbean Agricultural Research Development Institute, CARDI).

5. Outre qu'ils déterminent et mettent au point les projets régionaux que la Banque de développement des Caraïbes doit financer elle-même, les services de la Banque participent à l'élaboration des projets régionaux dont le financement est assuré par le Fonds européen de développement (FED).

6. Le groupe de coopération au développement économique des Caraïbes (Caribbean Group for Co-operation in Economic Development) a vu le jour en 1978, et un mécanisme de financement du développement dénommé Caribbean Development Facility (CDF) a été créé en conséquence. A ce titre, les donateurs extérieurs fourniront des devises aux pays des Caraïbes pour leur permettre de faire face aux dépenses locales afférentes aux projets de développement et leur fourniront par ailleurs une "aide aux programmes" (par opposition à l'aide affectée à des projets). La Banque a joué un rôle actif dans la conception de ce mécanisme et c'est par son intermédiaire qu'est désormais acheminée la majeure partie de la contribution de l'AID des Etats-Unis à ce mécanisme.

^{4/} Les pays membres les moins développés sont Antigua, Belize, les îles Vierges britanniques, les îles Caïmanes, la Dominique, Grenade, Montserrat, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les îles Turques et Caïques. Les plus développés sont la Barbade, les Bahamas, la Guyane, la Jamaïque et la Trinité-et-Tobago.

Transports et communications

7. Le montant total des prêts approuvés pour le financement d'aménagements portuaires jusqu'à la fin de 1978 s'élève à 29,3 millions de dollars, dont 98 p. 100 ont été alloués aux pays les moins avancés. A la même date, les versements s'établissaient à 18,9 millions de dollars.

8. Pendant l'année 1978, une jetée destinée aux paquebots de croisière a été terminée à la Jamaïque et un appel d'offres a été lancé pour un projet de ports à Saint-Christophe. La Banque a financé une étude de préinvestissement pour des améliorations portuaires à la Grenade. Elle a autorisé une étude de faisabilité pour la fourniture à la West Indies Shipping Corporation (WISCO) de deux navires qui doivent desservir l'itinéraire reliant les pays les moins avancés, et des études sur l'entretien des aéroports, la législation concernant l'administration portuaire et le transport des bananes par téléphérique dans les îles Windward. La Banque de développement des Caraïbes a travaillé en étroite collaboration avec des représentants du Fonds européen de développement à l'élaboration d'un projet comportant l'acquisition de matériel neuf pour la compagnie aérienne LIAT.

Politique commerciale

9. La Banque de développement des Caraïbes a participé à la création d'un système d'assurance et de garantie des crédits à l'exportation à la Barbade. A la fin de l'année, après six mois de fonctionnement, ce système avait fourni une couverture de 24 millions de dollars. Dans l'intervalle, les gouvernements des territoires du Marché commun des Antilles orientales ont approuvé l'établissement de services analogues pour la sous-région.

10. Un projet du Centre du commerce international CNUCED/GATT portant sur le développement de la commercialisation des exportations offre aux pays de la Communauté des Caraïbes membres de la Banque de développement des Caraïbes une assistance technique pour tout ce qui touche à la commercialisation et à la promotion des exportations, ainsi qu'à celle du commerce. Un projet conjoint de la Banque et du Centre fournit une aide aux petits fabricants de la région pour la commercialisation de leurs produits à l'étranger.

Industrialisation

11. Le portefeuille d'investissements industriels de la Banque comprend des lignes de crédit à des intermédiaires financiers, des prêts à des gouvernements pour la création de zones industrielles, des prêts directs et des prises de participation pour la création d'entreprises productives, notamment dans le cadre de projets régionaux visant les industries manufacturières et le tourisme, ainsi que des prêts à titre d'assistance technique pour le financement d'études de préinvestissement.

12. Pour 1978, le résultat global, mesuré par le montant des prêts et prises de participation approuvés, se chiffre à 7,5 millions de dollars, soit une augmentation de 7 p. 100 par rapport à 1977. Une somme de travail appréciable a été consacrée à l'élaboration d'un certain nombre de nouveaux projets, dont quelques-uns seront financés en 1979.

/...

13. Une assistance technique a été fournie pour la création de zones industrielles, l'information sur la gestion à l'intention des petites entreprises et la banque. La Banque a financé des études de préinvestissement pour l'aménagement envisagé d'un port franc à Sainte-Lucie et pour la production de levures pour le bétail à partir de la mélasse.

Tourisme

14. Un prêt destiné au tourisme a été approuvé en 1978 en faveur des îles Turques et Caïques, et un prêt accordé à la Grenade a été en partie consacré au tourisme. Ce secteur a encore bénéficié de cinq prêts secondaires par le canal d'intermédiaires financiers.

Transfert de technologie

15. A la fin de 1978, 434 emprunteurs secondaires avaient bénéficié du programme de prêts aux étudiants dans les pays insulaires membres de la Banque, et les prêts approuvés à ce titre par les agents d'exécution se montaient à un total de 1 293 millions de dollars des Etats-Unis.

16. Globalement, l'action menée dans le cadre de ce programme aura beaucoup laissé à désirer. Des problèmes de fonctionnement et de gestion ont continué à gêner les agents d'exécution. Le coût de la formation permanente est resté très élevé et supérieur à la capacité potentielle des emprunteurs secondaires qui n'ont pu assurer les remboursements sur les gains réalisés au niveau national et/ou régional. Le durcissement des politiques d'immigration et une diminution des possibilités offertes aux Antillais désireux de faire des études ou de travailler dans la métropole ont en outre réduit les effectifs d'étudiants sortant de la région.

17. Les gouvernements, éprouvant encore des difficultés budgétaires, ont dans bien des cas réduit de façon draconienne leur participation au financement du "coût économique" des étudiants désireux de suivre les cours de l'université régionale. Certains candidats ont aussi eu du mal à se faire admettre dans des établissements d'enseignement technique et professionnel des pays les plus développés. La Banque s'est efforcée d'obtenir des donateurs d'aide traditionnels des prêts générateurs du fonds de contrepartie pour le programme, mais en vain, car ces pays connaissent eux-mêmes des difficultés financières intérieures.

Ressources marines et sous-marines

18. Dans le secteur de la pêche, l'étude de projets régionaux a fait place à la formulation et à l'examen de projets nationaux dans les cas où ils présentent un intérêt certain et où ils peuvent par la suite aider à faire face aux besoins régionaux. Un projet en faveur d'Antigua devait être examiné aux fins de financement et de mise en oeuvre au début de 1979.

/...

Apport de ressources extérieures

19. A la suite de la création du Caribbean Group for Co-operation in Economic Development, le Conseil d'administration a entériné la proposition d'assigner à la Banque un double rôle : d'une part, administrer un fonds spécial de 20 millions de dollars, fournis par l'AID des Etats-Unis dans le cadre du mécanisme de financement du développement (Caribbean and Development Facility) pour accorder aux pays membres emprunteurs de la Banque des prêts destinés à couvrir le coût en monnaie locale des projets de développement; d'autre part, siéger avec le PNUD, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, au Comité directeur de l'assistance technique aux pays de la région des Caraïbes.

20. La nécessité d'une coordination de l'aide a été soulignée à diverses réunions tenues dans le courant de l'année et auxquelles les pays qui apportent traditionnellement leur aide à la Banque étaient représentés. Il a été décidé que la Banque convoquerait tous les ans cinq réunions expressément consacrées à la coordination de l'aide et qu'elle en assurerait le fonctionnement. La première devait l'être au début de 1979.

21. Les tableaux présentés ci-dessous, qui sont extraits du rapport annuel de la Banque pour 1978 offrent un aperçu de ses activités.

Banque de développement des Caraïbes

Tableau 1 : Ressources totales, ventilées selon l'origine des contributions, au 31 décembre 1978 (en pourcentage)

Membres	54,3
- dont : Royaume-Uni et Canada	27,7
Colombie et Venezuela	19,4
Pays les plus développés des Caraïbes	11,7
Pays les moins développés des Caraïbes	1,5
Non membres	45,7
- dont : Etats-Unis d'Amérique	26,9
Fonds européen de développement	
Banque européenne d'investissement	
République fédérale d'Allemagne	18,8
Banque interaméricaine de développement	
Nouvelle-Zélande et Banque mondiale	

Ressources totales : 252,6 millions de dollars, y compris le capital souscrit, les prêts et dons, à l'exclusion de réserves se montant à 6,5 millions de dollars des Etats-Unis.

/...

Tableau 2 : Répartition du financement total (net), 1970-1978 (en pourcentage)

Prêts à des conditions rigoureuses		31,9
- dont : aux pays les plus développés <u>4/</u>	23,4	
aux pays les moins développés <u>4/</u>	8,5	
Prêts à des conditions libérales		68,1
- dont : aux pays les moins développés	53,5	
aux pays les plus développés	14,6	
- dont : mécanisme de financement du développement (CDF)	10,0	
autres	4,6	
Financement total (net) : 180,1 millions de dollars		

Tableau 3 : Répartition sectorielle du financement total (net)

Prêts, prêts conditionnels et prises de participation 1970-1978
 (en pourcentage)

Industrie	18,5
Tourisme	2,5
Logement	8,4
Ports	15,4
Autres équipements d'infrastructure	21,7
Prêts aux étudiants	1,5
Agriculture	29,8
Divers	2,2

/...

2. Banque interaméricaine de développement

1. Le tableau qui suit retrace l'évolution de l'aide financière accordée par la Banque aux pays membres insulaires, et sa répartition entre les prêts et la coopération technique, jusqu'à la fin de 1978. Les pays bénéficiaires sont les Bahamas, la Barbade, la République d'Haïti, la Jamaïque, la République dominicaine et la Trinité-et-Tobago.

2. Ce tableau ne fournit pas de données sur le commerce et la politique commerciale, le transfert de technologie, les apports de ressources extérieures et la protection de l'environnement parce que la Banque ne les traite pas comme des secteurs distincts, mais comme des éléments qui sont partie intégrante des projets.

3. Si la Banque a pris des mesures pour faire face aux catastrophes nationales causées par les tremblements de terre au Guatemala et au Nicaragua, il n'a pas été nécessaire jusqu'à présent d'envisager une action d'aussi grande envergure dans les pays insulaires, mais, le cas échéant, la Banque prendrait les dispositions voulues pour venir en aide à ces pays.

Les activités de la Banque dans les pays insulaires a/

1960-1978

(En dollars des Etats-Unis)

SECTEUR	PRETS		COOPERATION TECHNIQUE							
			Remboursables		Non remboursables		Prêts conditionnels		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Transports et communications	10	130 741 000	3	3 446 000	7	2 067 500	5	614 000	15	6 127 500
Industries manufacturières et extractives	12	45 734 000	4	721 000	4	615 900	-	-	8	1 336 900
Tourisme	5	7 889 000	-	-	3.1/2	835 000	1/2	136 000	4	971 000
Mise en valeur des ressources marines et sous-marines	-	-	1	325 000	3	1 536 000	1	72 000	5	1 933 000
Sous-régional	1	12 000 000	-	-	1	500 000	-	-	2	12 500 000
Total	28	196 364 000	8	4 492 000	18.1/2	5 554 400	6.1/2	822 000	34	22 868 400

a/ Bahamas, Barbade, République d'Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Trinité-et-Tobago.

3. Fonds spécial de l'OPEP

1. A ce jour, le Fonds a souscrit 27 engagements de prêts représentant un montant de 55,435 millions de dollars des Etats-Unis en faveur de 15 pays insulaires, dont 10,25 millions de dollars destinés aux transports et communications pour les Comores, les Maldives et les Philippines; 6,435 millions pour la mise en valeur des ressources marines en République dominicaine et aux Philippines et 7,45 millions pour l'exécution de projets énergétiques en République dominicaine, à la Jamaïque et à Sri Lanka. Le reliquat concernait des prêts pour le soutien de la balance des paiements au Cap-Vert, aux Comores, à la Grenade, à Haïti, à la Jamaïque, à Madagascar, aux Maldives, à Sao Tomé-et-Principe, aux Seychelles, aux îles Salomon, à Sri Lanka et au Samoa.

2. Le Fonds a également accepté de participer à concurrence de 30,05 millions de dollars au financement des dépenses locales afférentes à l'exécution de 17 projets dans 8 pays insulaires; les fonds en monnaie locale ainsi dégagés sont la contrepartie des prêts en devises accordés à ces pays par le Fonds pour soutenir leur balance des paiements et ils comprennent 9,7 millions de dollars pour les transports et les communications aux Philippines et au Samoa, 4.1 millions pour l'industrialisation à Madagascar et au Samoa et 1,55 million au Cap-Vert pour lui permettre de faire face à des catastrophes naturelles, le reliquat affecté à d'autres secteurs ayant bénéficié à Haïti, à la Jamaïque, aux Seychelles, à Sri Lanka et au Samoa.

3. Le Fonds a également accordé à titre d'assistance technique un don de 2 millions de dollars, acheminés par l'intermédiaire du PNUD, pour la mise en oeuvre du plan alimentaire régional des Caraïbes. Sur les douze bénéficiaires de ce projet, dix sont des pays insulaires : Antigua, la Barbade, la Dominique, la Grenade, la Jamaïque, Montserrat; Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines et la Trinité-et-Tobago; les deux autres pays sont Belize et la Guyane.

4. Comme par le passé, le Fonds examine avec intérêt les besoins particuliers des pays en développement insulaires et leur accordera la plus grande attention dans ses futurs programmes de prêt.

4. Banque asiatique de développement

Activités de la BASD dans les pays membres insulaires du Pacifique sud

1. Les pays en développement du Pacifique sud membres de la BASD sont les îles Cook, Fidji, Kiribati, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon, les Tonga et le Samoa. Il est à présent largement admis que la Banque se rend beaucoup mieux compte depuis quelques années de la situation et des problèmes particuliers de ses petits Etats membres insulaires, ce qui lui permet de mieux répondre aux besoins spéciaux de ces pays. La Banque leur a accordé une attention toute particulière, malgré les frais administratifs élevés qu'entraînent pour elle ses activités dans ces pays.

/...

2. Quatre des dix domaines mentionnés dans la résolution 32/185 de l'Assemblée générale ne font pas directement partie des activités de la Banque. En tant que banque régionale de développement, la BasD n'accorde pas directement de secours en cas de catastrophe naturelle, encore qu'elle puisse continuer à atténuer les conséquences d'un tel événement en accordant par la suite une aide au développement. De même, à strictement parler, la Banque n'exige pas la mise en oeuvre d'une politique commerciale précise, mais elle peut, pour préserver la viabilité financière de certains types de projets qu'elle doit financer, conseiller aux gouvernements membres de prendre des mesures déterminées. De même, les projets financés par la Banque qui visent à soutenir les productions orientées vers l'exportation ou à substituer des productions locales aux importations peuvent influencer sur les échanges commerciaux. Dans le domaine du tourisme, la Banque n'a pas jusqu'à présent accordé d'assistance directe, mais elle a tenu compte des incidences de certains de ses projets d'infrastructure sur le développement touristique. Dans le Pacifique sud, en accordant une aide au Samoa pour le projet concernant l'aéroport de Faleolo et la route d'accès, elle a accordé une attention particulière à l'objectif du gouvernement et à l'intérêt du projet pour le développement touristique, lequel, à en juger par certaines indications, s'est trouvé stimulé par la réalisation de ce projet. En ce qui concerne ses projets en général, la Banque a pris soin de veiller à ce que le développement n'aille pas à l'encontre de la nécessité d'assurer la protection de l'environnement.

3. Dans les six autres domaines, la Banque a accordé une aide particulièrement importante aux pays membres insulaires du Pacifique sud. Les pages qui suivent en donneront un aperçu.

4. Transports et communications. Comme il est indiqué à l'appendice 3, environ 27 p. 100 environ des prêts accordés par la Banque à ces pays concernaient le secteur des transports et communications. Sur les 31 prêts accordés, à ces pays à la fin de juin 1979, huit concernaient un projet de digue à Kiribati, deux projets routiers en Papouasie-Nouvelle-Guinée, un projet portuaire aux îles Salomon, deux projets visant les télécommunications aux Tonga et au Samoa, respectivement, et un projet de construction d'un aéroport et d'une route au Samoa. Le programme prévu pour la période actuelle et l'avenir proche comprend notamment un projet portuaire à Fidji et un autre en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

5. Industrialisation. La Banque a reconnu que plusieurs obstacles particuliers entravaient le développement industriel dans le Pacifique sud : exiguïté des marchés intérieurs, manque de matières premières, coût élevé des transports, graves pénuries de personnel qualifié, absence générale de ressources hydro-électriques, etc. En dépit de ces contraintes, il ne fait pas de doute non plus qu'un effort de développement industriel aussi important que possible est indispensable pour aider les pays membres insulaires de la région dans l'action qu'ils mènent en vue de développer et diversifier leur économie.

6. Dans cette perspective, la ligne d'action de la Banque a consisté à aider ces pays à établir ou à améliorer leurs institutions nationales de financement du développement et par l'intermédiaire de ces institutions, à acheminer des fonds en faveur des petites entreprises du secteur public. Cette démarche a donné de très bons résultats. Sur les sept pays membres insulaires, six ont déjà reçu une aide technique et/ou financière. Quatre des six banques de développement opérant dans ces pays ont été créées dans le cadre de l'assistance technique de la Banque. Trois de ces quatre banques ont déjà reçu des crédits de la Banque, trois dans un cas, deux dans un autre. Par l'intermédiaire de ces banques nationales de développement, les fonds de la Banque ont servi à financer des prêts secondaires, de faible montant limité à 500 dollars environ. Outre cet appui indirect à l'industrie, la Banque a également prêté son concours, le cas échéant, directement, pour l'exécution de certains projets industriels : c'est ainsi qu'elle a accordé un prêt pour la création d'une petite zone industrielle aux Tonga et un autre pour la création d'une huilerie de coprah au Samoa. Au total, son aide à l'industrie (y compris par le canal des banques de développement) représentait à la fin de juin 1979 près du cinquième du total des prêts.

7. Pour évaluer plus complètement et plus concrètement le potentiel de développement industriel de ces pays, la Banque doit entreprendre sous peu une enquête sur l'industrialisation du Pacifique sud en coopération avec la CESAP, le PNUD et le Bureau de la coopération économique du Pacifique sud.

8. Transfert de technologie. Dans le cadre de l'assistance technique qu'elle fournit à tous les Etats membres en développement, et en particulier aux Etats membres insulaires du Pacifique sud, la Banque s'est toujours efforcée de favoriser l'utilisation des technologies appropriées, ainsi que le transfert de connaissances spécialisées, en dispensant une formation au personnel national. L'assistance technique qu'elle a fournie sous forme de services consultatifs pour la création de l'appareil institutionnel requis aura joué un rôle important dans cette action.

9. Mise en valeur des ressources marines et sous-marines. Dans les pays en développement insulaires du Pacifique sud, les ressources naturelles du sol, comme les dimensions mêmes du territoire sont généralement très limitées. On l'a noté, l'avenir de ces îles est presque entièrement lié à leurs ressources marines, dont l'importance a considérablement augmenté à la suite de la création de zones économiques très étendues. Vu l'importance accordée par la Banque à l'exploitation des ressources productives de ces pays, il est normal qu'elle considère le développement de l'industrie de la pêche comme un domaine prioritaire, pour autant qu'il se présente des occasions d'appuyer des activités qui se justifient dans ces régions. Il est probable qu'un projet de développement des pêcheries en Papouasie-Nouvelle-Guinée sera soumis à la Banque dans un proche avenir. Dans l'enquête sur l'agriculture dans le Pacifique sud, qu'elle a récemment achevée, la Banque a examiné en détail les possibilités et le potentiel de développement des pêcheries.

10. Apport de ressources extérieures. La Banque a considérablement aidé les pays membres insulaires du Pacifique sud à s'assurer des apports accrus de ressources extérieures, par deux moyens :

- a) en augmentant le volume de son propre financement,
- b) en servant de catalyseur pour les apports d'autres ressources extérieures.

11. Les ressources financières fournies par la Banque aux pays membres en développement insulaires du Pacifique sud ont beaucoup augmenté depuis 1974. A la fin de 1974, la Banque avait accordé 10 prêts d'un montant total de 30,55 millions de dollars à ces pays. En juin 1979, le nombre de ces prêts était passé à 31, et leur montant avait atteint 131 millions de dollars. Depuis 1976, le volume des prêts de la Banque a été de l'ordre de 30 millions de dollars chaque année. Alors que leur population représente moins de 1 p. 100 de la population des pays membres en développement qui empruntent à la Banque, mais les prêts de la Banque aux pays membres insulaires du Pacifique sud constituaient plus de 2 p. 100 du total de ses prêts en juin 1979, et leur part dans son assistance technique dépassait à cette même date 9 p. 100 du total. Mesurée par habitant, l'aide de la Banque représentait une moyenne générale de 9,5 dollars mais pour ces pays, elle était de 33 dollars, et dans certains, l'aide par habitant avait atteint quelque 59 dollars (îles Salomon), 44 dollars (Tonga) et 183 dollars (Samoa) (voir appendices 1, 2 et 4).

12. Il est difficile de calculer avec précision le montant des apports d'autres ressources extérieures que ces pays ont pu recevoir grâce aux activités de la Banque, mais on peut dire que celui-ci a joué un rôle important à cet égard. L'assistance technique qu'elle a fournie pour l'élaboration de plans et l'identification de projets aux Tonga et au Samoa a permis d'établir un cadre mieux structuré pour la planification du développement et a facilité les apports de ressources provenant de sources bilatérales et multilatérales. La Banque a également joué un rôle de plus en plus actif ces dernières années et qui le sera sans doute encore plus à l'avenir, dans la conclusion d'accords de cofinancement avec des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour l'exécution de projets dans ces pays. On peut citer à cet égard les accords de cofinancement pour le financement d'un projet d'élevage d'animaux de boucherie aux îles Salomon, d'un projet de télécommunications aux Tonga, des études techniques définitives et des travaux concernant le projet hydro-électrique de Lungga aux îles Salomon, et plus récemment du projet d'aménagement hydro-électrique du Haut Varangoi en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

13. Coopération régionale et sous-régionale. Dans toute la mesure du possible, la Banque s'efforce de considérer l'ensemble de la sous-région du Pacifique sud et d'entreprendre des projets régionaux pour encourager la coopération entre pays. L'organisation à intervalles appropriés de programmes de formation spéciaux dans le domaine des activités bancaires concernant le développement, destinés expressément aux pays du Pacifique sud, fait maintenant partie des efforts que la Banque déploie régulièrement pour assurer une formation générale aux techniques bancaires au service du développement. La Banque entreprendra sous peu un deuxième programme de ce genre. Pour la formation du personnel des institutions nationales de financement du développement dans le Pacifique sud, la Banque a généralement eu recours aux services des plus avancées d'entre elles dans la sous-région pour favoriser la coopération technique entre pays en développement.

14. L'enquête sur l'agriculture dans le Pacifique Sud, qui a récemment été achevée, et l'enquête sur l'industrialisation du Pacifique Sud, qui sera entreprise sous peu, constituent deux grands projets régionaux de la Banque. On escompte que ces projets permettront d'exécuter d'autres projets offrant des possibilités d'instaurer une coopération dans des domaines précis, entre les pays, ainsi que de resserrer la coopération avec certaines institutions régionales.

Appendice 1

Pays membres en développement insulaires du Pacifique sud

Aide totale et aide par habitant de la Banque

Concours de la Banque (au 30 juin 1979)									
Pays	Date d'adhésion	Population (au milieu de 1977) en millions	Souscription au capital (en millions de dollars des E.-U)	Prêts (en millions de dollars des E.-U)	Assistance technique (en milliers de dollars des E.-U)	Total (en millions de dollars des E.-U)	Prêts par habitant (en dollars des E.-U)	Assistance technique par habitant (en dollars des E.-U)	Total par habitant (en dollars des E.-U. par habitant)
1. Iles Cook	20 avril 1976	0,02	0,121	-	91,0	0,09	-	4,5	4,6
2. Fidji	2 avril 1970	0,59	3,016	22,90	488,0	23,39	38,8	0,8	39,6
3. Kiribati	28 mai 1974	0,05	0,181	1,75	50,0	1,80	35,0	1,0	36,0
4. Papouasie-Nouvelle-Guinée	8 avril 1971	2,91	4,162	65,64	1 055,6	66,69	22,6	0,4	22,9
5. Iles Salomon	30 avril 1973	0,21	0,302	11,20	1 149,3	12,35	53,3	5,5	58,8
6. Tonga	29 mars 1972	0,09	0,181	3,17	760,0	3,93	35,2	8,4	43,7
7. Samoa	30 sept. 1966	0,15	0,072	26,29	1 220,5	27,51	175,3	8,1	183,4
Total A		4,02	8,040	130,95	4 814,4	135,76	32,6	1,2	33,8
Total pour l'ensemble des pays membres de la Banque (B)*		596,22	3 688,391	5 594,9	51 481,5	5 646,4	9,4	0,1	9,5
A en pourcentage de B		0,67	0,22	2,34	9,4	2,4	-	-	-

* A l'exclusion de l'Inde.

Appendice 2

Pays membres en développement insulaires du Pacifique sud
Prêts accordés par la Banque suivant l'année de leur approbation
(en millions de dollars des Etats-Unis)

A/34/544
Français
Page 42

	COOK		FIDJI		KIRIBATI		PAPOUASIE- NOUVELLE- GUINEE		ILES SALOMON		TONGA		SAMOA		TOTAL		POURCENTAGE DU TOTAL	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1969	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2,40	1	2,40	3,2	1,8
1970	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1971	-	-	-	-	-	-	1	4,50	-	-	-	-	1	0,33	2	4,83	6,5	3,7
1972	-	-	1	4,70	-	-	1	9,80	-	-	-	-	1	2,60	3	17,10	9,7	13,1
1973	-	-	1	2,00	-	-	-	-	-	-	1	1,30	1	2,30	3	5,60	9,7	4,3
1974	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0,56	1	0,56	3,2	0,4
1975	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2,40	2	2,40	6,4	1,8
1976	-	-	-	-	1	1,75	2	21,24	1	3,57	-	-	1	3,00	5	29,56	16,1	22,6
1977	-	-	-	-	-	-	2	17,70	2	5,63	1	0,37	2	5,25	7	28,95	22,6	22,1
1978	-	-	1	16,20	-	-	2	12,40	-	-	1	1,50	1	4,00	5	34,10	16,1	26,0
1979																		
(en juin)	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2,00	-	-	1	3,45	2	5,45	6,5	4,2
TOTAL	-	-	3	22,90	1	1,75	8	65,64	4	11,20	3	3,17	12	26,29	31	130,95	100,0	100,0

...

Appendice 3

Pays membres en développement insulaires du Pacifique Sud

Prêts de la Banque approuvés, par secteur et par pays,

au 30 juin 1979

(Montant en millions de dollars des Etats-Unis
et nombre des prêts)

Secteur	Iles Cook		Fidji	Papouasie- Kiribati		Nouvelle-Guinée	Iles Salomon			Tonga		Samoa	Total			
	Nombre	Pourcentage		Montant	%		Nombre	Pourcentage	Montant	%	Nombre		Pourcentage	Montant	%	
Agriculture et agro-industrie	-	-	-	-	7,74/1	7,17/2	-	5,58/3	6	19,4	20,49	15,6				
Industrie (y compris des banques de développement)	-	2,00/1	-	-	11,50/2	2,00/1	1,87/2	8,00/3	9	29,0	25,37	19,4				
Equipements collectifs	-	20,90/2	-	-	21,60/3	-	-	7,15/3	8	25,8	49,65	37,9				
Transports et communications	-	22,90/3	1,75/1	-	24,80/2	2,03/1	1,30/1	5,56/3	8	25,8	35,44	27,1				
Total	-	22,90/3	1,75/1	-	65,64/8	11,20/4	3,17/3	26,29/12	31	100,0	130,95	100,1				

Appendice 4

Pays membres en développement insulaires du Pacifique sud

Projets d'assistance technique approuvés par la Banque^{a/}

(Au 30 juin 1979)

	Nombre	Pourcentage du total	Montant (En milliers de dollars)	Pourcentage du total
1. Iles Cook	1	2,3	91,0	1,9
2. Fidji	6	14,0	488,0	10,1
3. Kiribati	1	2,3	50,0	1,0
4. Papouasie-Nouvelle- Guinée	8	18,6	1 055,6	21,9
5. Iles Salomon	9	20,9	1 149,3	23,9
6. Tonga	5	11,6	760,0	15,8
7. Samoa	<u>13</u>	<u>30,2</u>	<u>1 220,5</u>	<u>25,4</u>
Total (A)	43	100,0	4 814,4	100,0
Total pour l'ensemble des pays membres de la Banque (B) <u>a/</u>	290		51 481,5	
(A) en pourcentage de (B)	14,8		9,4	

a/ A l'exclusion de l'assistance technique régionale.

/...

III. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ASSISTANCE BILATERALE

Arabie saoudite

Au cours de la période qui va du milieu de 1974 au milieu de 1976, le Fonds saoudien de développement a engagé des fonds pour l'aide à Bahreïn (énergie hydro-électrique), au Cap-Vert et aux Comores (projets divers), à l'Indonésie (production d'engrais) et à Malte (mise en valeur de la baie de Marsaxlokk).

AustralieMontant de l'assistance

1. En raison de sa situation géographique, l'Australie est à même d'apprécier les problèmes généraux de développement qui se posent aux grands pays en développement insulaires situés au nord de ce pays, et les problèmes particuliers des petits pays insulaires du Pacifique sud.
2. L'aide bilatérale que l'Australie fournit au premier groupe de pays cité va pour la plus grande partie à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, avec laquelle l'Australie entretient des rapports spéciaux, puis à l'Indonésie, aux Philippines et à Sri Lanka. L'Australie a conclu un engagement à terme en vertu duquel elle fournit à la Papouasie-Nouvelle-Guinée un montant minimum de 180 millions de dollars australiens par an à titre d'assistance budgétaire au cours de la période quinquennale 1976-1981, et ajoute une aide supplémentaire à cette subvention en fonction des circonstances. Pour les exercices 1977/78 et 1978/79, ces versements supplémentaires ont été respectivement de 20 millions et 35 millions de dollars australiens. L'Australie a également conclu un engagement à terme en vertu duquel elle fournit à l'Indonésie une assistance au moins égale à 86 millions de dollars australiens au cours de la période 1976 à 1979.
3. Vers la fin de 1976, l'Australie a annoncé un engagement triennal d'assistance pour les pays insulaires en développement du Pacifique sud, qui prévoit des dépenses de 60 millions de dollars australiens au cours de la période 1976-1979.
4. Du fait que l'Australie accorde la priorité à l'aide aux pays situés dans sa région géographique, elle n'a pu prêter qu'une assistance limitée aux pays insulaires en développement d'autres régions.
5. L'aide australienne a été accordée presque uniquement sous forme de dons et, pour les pays autres que la Papouasie-Nouvelle-Guinée, elle consiste principalement en une aide aux projets et en une aide en nature (y compris une aide alimentaire), ainsi qu'en assistance technique. Une attention considérable est prêtée aux difficultés que rencontrent les petits pays insulaires du Pacifique sud qui s'efforcent d'améliorer leur infrastructure physique, économique et financière. Plusieurs mesures ont été prises en vue d'élargir l'effet de l'aide australienne à ces pays, par exemple en couvrant les frais locaux des projets d'aide australiens, en octroyant des subventions destinées à consolider les banques de développement, en encourageant des opérations en association avec le secteur privé australien et en fournissant des subventions aux activités de développement rural.
6. On trouvera ci-joint le détail de l'aide bilatérale fournie par l'Australie aux divers pays insulaires en développement au cours des trois dernières années.

/...

Transports et communications

7. Dans le domaine des transports maritimes, l'Australie fournit une aide à la construction ou à la réparation de quais, embarcadères et installations de manutention en Indonésie, à Fidji, aux Tonga, à Tuvalu et au Samoa. Un transbordeur de voitures a été fourni pour desservir les principales îles du Samoa, une vedette-pilote est construite pour servir aux Nouvelles-Hébrides, et des chalands à bestiaux ont été fournis aux Iles Salomon. Des dons en espèces ont été faits pour construire une Ecole d'études maritimes à l'Institut de technologie de Fidji et une Ecole maritime à Tuvalu. L'Australie continue à être l'un des principaux soutiens financiers de la Pacific Forum Shipping Line, créée pour développer les services de transports maritimes dans le Pacifique sud.

8. Dans le domaine des services aériens, l'Australie aide à construire ou à améliorer des aéroports en Papouasie-Nouvelle-Guinée, à Fidji, à Kiribati et au Tonga. Du matériel Doppler VOR a été fourni à l'aéroport international de Manille (Philippines) et un hangar préfabriqué à Kiribati. Du matériel de guidage a été fourni aux Nouvelles-Hébrides.

9. Dans le domaine des télécommunications, l'Australie aide l'Indonésie à entretenir des systèmes de communications aéronautiques et à installer un central téléphonique. L'étude d'un réseau de télécommunications prévu aux Nouvelles-Hébrides est actuellement en cours. Des émetteurs radiophoniques ont été fournis aux Iles Salomon et la première phase d'un vaste programme d'amélioration du système téléphonique est actuellement en cours aux Tonga.

Ressources de la mer et du fond de la mer

10. Un vaisseau frigorifique, un centre de formation professionnelle et des entrepôts réfrigérés ont été fournis pour favoriser le développement de la pêche aux Tonga. L'Australie a également prêté un soutien financier au Bureau régional de la pêche du Pacifique sud (South Pacific Regional Fisheries Agency), et contribue au financement de l'Inventaire des ressources en thon du Pacifique sud (South Pacific Skipjack Tuna Survey) et au Programme d'évaluation des recherches sur la pêche. Elle continue à soutenir le projet de la CESAP relatif à la prospection commune des ressources minérales au large des côtes du Pacifique sud.

Transferts de technologie

11. L'Australie engage des conseillers techniques et d'autres experts afin de former du personnel local aux techniques nécessaires à nombre de projets d'assistance qu'elle exécute dans des pays insulaires en développement. Des cours de groupe sont également organisés en Australie afin de former du personnel des pays en développement à diverses techniques appropriées aux besoins de leurs pays. Une assistance est fournie aux instituts de recherche et de formation technique en Indonésie, aux Philippines, à Sri Lanka et à Fidji. Un appui est également prêté, par l'intermédiaire de la CESAP, au Centre régional pour le transfert des techniques.

/...

Industrialisation

12. Des études ont été commandées concernant la possibilité d'installer une nouvelle conserverie de fruits et légumes et une usine de production de noix de coco déshydratées aux Tonga. L'Australie a financé la prise de participation du Gouvernement samoan à une scierie et lui a fourni une usine de fabrication de buses de ciment destinées à la construction routière. Des pièces de rechange pour l'industrie ont été fournies à Sri Lanka, et une aide a été prêtée à Maurice pour la conception d'un ensemble immobilier de série. L'Australie et d'autres pays du Commonwealth participent à des études visant à accélérer l'industrialisation de pays insulaires et d'autres pays en développement.

Politique commerciale et commerce

13. Aux termes de son système de préférences tarifaires aux pays en développement, l'Australie assure aux importations provenant de pays insulaires en développement un accès préférentiel à son marché. Au Ministère du commerce et des ressources, un service de conseils à la commercialisation fournit aux pays insulaires et aux autres pays en développement des conseils pratiques touchant la vente de leurs produits en Australie. Ces conseils vont être encore amplifiés avec la création d'une Commission du commerce extérieur avec les Iles du Pacifique, financée par l'Australie et établie à Sydney, qui fonctionnera sous les auspices du Bureau de la coopération économique pour le Pacifique sud. On peut mentionner aussi une Mission d'enquête australienne sur le commerce et les investissements qui s'est rendue dans les Iles du Pacifique à la fin de 1978 - et la suite donnée aux possibilités d'investissement reconnues par la Mission - ainsi que la décision du Forum du Pacifique sud (South Pacific Forum) d'étudier la possibilité d'un accord commercial sans réciprocité en faveur des pays insulaires du Pacifique. L'objectif de cet accord serait, progressivement, d'exempter de droits de douane une gamme aussi large que possible de produits de ces pays et de leur donner libre accès aux marchés australien et néo-zélandais. Un Groupe consultatif du Commonwealth sur les questions commerciales examine, à l'échelle régionale, les questions d'un intérêt particulier pour les pays insulaires en développement.

Protection de l'environnement

14. L'Australie a aidé Fidji à intensifier le reboisement et à mettre au point des systèmes de protection contre les incendies de forêts. Les services d'un conservateur chargé de fixer des normes en matière d'environnement ont été fournis aux îles Cook.

Secours aux catastrophes naturelles

15. L'Australie a réservé des fonds dans son programme annuel d'aide afin d'assister les pays en développement victimes de catastrophes naturelles. Ces fonds sont utilisés de façon à répondre au mieux aux besoins du pays touché. Les pays assistés comprennent l'Indonésie (inondation et séisme), les Iles Salomon (séisme et cyclone), les Philippines (séisme), les Tonga et Fidji (cyclone). L'Australie verse également une contribution au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe.

/...

Coopération régionale et sous-régionale

16. L'Australie fournit une aide aux pays insulaires en développement au moyen des contributions qu'elle verse aux institutions financières multilatérales (par exemple, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement) et au budget ordinaire des principaux organismes et institutions spécialisées des Nations Unies actifs en matière d'assistance (par exemple, le PNUD, le FISE, le FNUAP et l'OMS). Elle apporte un soutien financier considérable aux institutions régionales et internationales qui aident les pays insulaires en développement (par exemple, la CESAP, la Commission du Pacifique sud, le Bureau de la coopération économique pour le Pacifique sud et le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique). L'Australie prête en outre un appui financier à des projets régionaux lancés par des organismes tels que le PNUD, le Bureau de la coopération économique pour le Pacifique sud et l'OMS, - par exemple, le Centre de formation régionale aux télécommunications, l'Equipe consultative multinationale et interdisciplinaire des Nations Unies pour le développement (UNDAT), les services de surveillance épidémiologique de l'OMS, le projet de lutte contre les maladies dans le Pacifique sud et les programmes de l'OMS concernant les infections respiratoires aiguës et les maladies diarrhéiques dans le Pacifique sud. Ces projets s'ajoutent à ceux déjà mentionnés, c'est-à-dire : ceux de la Pacific Forum Line, de la South Pacific Regional Fisheries Agency, du Skipkack Tuna Survey et de l'Assessment Program, ainsi que le projet de la CESAP qui porte sur la prospection commune des ressources minérales au large des côtes du Pacifique sud.

Aide bilatérale de l'Australie à des pays insulaires
 en développement

(En milliers de dollars australiens)

<u>Asie et Pacifique</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>
Fidji	2 926	4 601	7 707
Iles Cook	93	257	253
Iles du Pacifique (Etats-Unis d'Amérique)	-	13	22
Iles Salomon	1 210	1 767	2 735
Indonésie	24 044	24 093	31 463
Kiribati (îles Gilbert)	87	820	1 961
Maldives	91	276	322
Nauru	3	5	2
Nioué	3	10	54
Nouvelles-Hébrides	563	749	658
Papouasie-Nouvelle-Guinée	184 719	218 896	231 865

/...

Aide bilatérale de l'Australie à des pays insulaires
en développement (suite)

(En milliers de dollars australiens)

<u>Asie et Pacifique (suite)</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>
Philippines	4 448	7 142	6 278
Samoa	2 665	4 291	3 260
Singapour	1 148	1 059	898
Sri Lanka	2 059	2 292	5 147
Timor	350	-	-
Tokélaou	-	1	1
Tonga	577	1 361	3 162
Tuvalu	19	63	458
<u>Afrique</u>			
Maurice	47	639	657
Seychelles	3	348	401
<u>Méditerranée</u>			
Chypre	53	20	12
Malte	6	12	12
<u>Caraïbes</u>			
Bahamas	10	12	-
Barbade	20	28	74
Bermudes	4	3	3
Costa Rica	5	9	3
Grenade	-	2	6
Jamaïque	49	86	104
République dominicaine	-	3	1
Sainte-Lucie	8	3	24
Trinité-et-Tobago	<u>11</u>	<u>22</u>	<u>36</u>
Total	225 221	268 880	297 579

/...

Danemark

1. Le Danemark s'engage à financer un certain nombre de projet élaborés et exécutés par des organismes multilatéraux. A l'heure actuelle, des projets multilatéraux sont en cours d'exécution ou envisagés à Sri Lanka, à Cuba, en Indonésie, aux Philippines et aux Antilles. L'appui fourni par l'intermédiaire de l'OIT à l'Institut de la sécurité et de l'hygiène du travail et de la pollution de l'environnement à Sri Lanka relève, dans une certaine mesure, du secteur de la protection de l'environnement.

2. En 1978 et en 1979, deux prêts ont été accordés à des pays insulaires en développement; les Philippines ont été le bénéficiaire de l'un de ces prêts, s'élevant à 40 millions de couronnes danoises, dont 76 p. 100 étaient fournis sous forme de dons, et l'autre, d'un montant de 30 millions de couronnes danoises, dont 86 p. 100 sous forme de dons, a été octroyé à Sri Lanka pour moderniser et agrandir un chantier de construction navale (transports et communications).

3. En 1978, le Danemark a financé les services d'un certain nombre d'experts (218 mois de travail en tout), à raison d'environ 632 000 dollars des Etats-Unis, dans huit pays insulaires en développement : Jamaïque, Trinité-et-Tobago, Dominique, Maldives, Sri Lanka, Indonésie, Philippines et Samoa. L'un de ces experts était spécialiste du commerce et trois autres de l'industrie. Des dépenses et une répartition pratiquement similaires sont prévues pour 1979.

4. Dans le cadre de son programme de bourses d'études, le Danemark a accordé des bourses à cinq étudiants de la République dominicaine, à 13 étudiants de Sri Lanka, à 2 étudiants et à 8 stagiaires de l'Indonésie et à 16 étudiants et un stagiaire des Philippines.

Finlande

Aide de la Finlande aux pays insulaires en développement, 1973 à 1978
(en dollars des Etats-Unis)

Pays	Industri- alisation	Commerce et politique commer- ciale	Transfert de techno- logie	Protec- tion de l'environ- nement	Catastro- phes natu- relles et autre assistance humanitaire	Coopé- ration régionale	Divers	Total
Antilles			1 421				124 639	126 060
Antilles néerlandaises							18 035	18 035
Bahamas		1 800						1 800
Cap-Vert					25 971			25 971
Chypre		3 894	7 611		173 693			185 198
Cuba	3 670 825		1 824 576					5 495 401
Indonésie		3 856	38 977	4 888			823	48 544
Jamaïque			3 320				34 641	37 961
Malte			1 976					1 976
Maurice		13 735	11 147					24 882
Papouasie- Nouvelle- Guinée		85 331						85 331
Philippines		5 396	195 768				19 870	221 034
République dominicaine						3 033		3 033
Samoa			1 208					1 208
Singapour			12 759				107 931	120 690
Sri Lanka		16 190	123 859				35 472	175 521
Trinité-et-Tobago		55 860						55 860
Total	3 670 825	186 062	2 222 622	4 888	199 664	3 033	341 411	6 628 505

Hongrie

1. Prenant en considération les intérêts du pays en développement avec lequel elle traite, la Hongrie tente de réserver, si possible, un traitement particulier (grâce à des systèmes de préférences par exemple) aux pays insulaires en développement. Pour illustrer la façon dont la Hongrie conçoit ses relations économiques avec les pays insulaires en développement, on peut citer le cas de Sri Lanka.

2. Compte tenu de la transformation de sa structure de production industrielle, la Hongrie s'efforce d'accroître ses importations de biens de consommation industriels en provenance de Sri Lanka et de participer, dans les limites de ses possibilités, aux programmes de développement économique de ce pays, en y exportant du matériel industriel, des machines et des pièces détachées. Au cours des dernières années, la Hongrie a augmenté ses achats de vêtements, de chaussures de sport, de produits de l'artisanat et d'articles en caoutchouc.

3. L'une des formes de coopération les plus importantes avec Sri Lanka est l'accord de coopération scientifique et technique en vertu duquel la Hongrie lui fournit gracieusement une assistance technique en y envoyant des experts et en accueillant des experts sri-lankais.

Islande

Le Gouvernement islandais et le Gouvernement cap-verdien négocient actuellement un accord concernant un projet d'assistance bilatérale dans le domaine du développement de la pêche hauturière au Cap-Vert, le Parlement islandais ayant approuvé au début de l'année une couverture de crédit d'assistance pour 1979.

Norvège

Les renseignements ci-après indiquent l'aide publique au développement apportée par la Norvège à des programmes et projets en cours ou prévus. Les montants indiqués représentent les fonds engagés, exprimés en millions de couronnes norvégiennes.

	<u>Fonds engagés</u> (Millions de couronnes norvégiennes)
<u>Sri Lanka</u>	131,4
<u>dont :</u>	
- Politique commerciale (aide à l'importation, aide pour les produits de base)	68,1
- Transfert de technologie (assistance technique)	7,5
- Ressources marines et sous-marines (recherche sur la pêche)	0,6
- Aide à la suite de catastrophes naturelles (secours humanitaires)	1,0

/...

Fonds engagés
(Millions de couronnes
norvégiennes)

<u>Jamaïque</u>	31,2
<u>dont :</u>	
- Transports et communications (programmes de développement des transports maritimes)	9,0
- Transfert de technologie (services de consultants et assistance technique)	3,0
- Ressources marines et sous-marines (prospection de pétrole et de gaz au large des côtes)	8,5
- Apport de ressources extérieures (soutien budgétaire)	10,3
<u>Madagascar</u>	31,7
<u>dont :</u>	
- Transports et communications (réfection de routes rurales)	7,0
- Politique commerciale (aide pour les produits de base)	4,7
<u>Seychelles</u>	1,5
<u>dont :</u>	
- Ressources marines et sous-marines (recherche sur la pêche)	0,5
- Industrie (étude sur les petites industries de travail du bois)	1,0
<u>Cap-Vert</u> : Transports et communications (aide pour une école de navigation côtière, en collaboration avec l'OMCI)	2,2
<u>Indonésie</u> : Transports et communications (développement des transports maritimes côtiers)	70,0
<u>Philippines</u> :	5,0
<u>Papouasie-Nouvelle-Guinée</u>	6,8
<u>dont :</u>	
- Transports et communications (école de formation navale en collaboration avec l'OMCI).	1,6

/...

Pays-Bas

Le tableau I donne un aperçu de la nature et du montant de l'aide accordée par les Pays-Bas à un certain nombre de pays insulaires en développement en 1977 et en 1978. Les engagements inférieurs à 0,1 million de florins (un dollar des Etats-Unis = 2,1634 florins) ne figurent pas dans ce tableau. Le tableau II indique la répartition par secteur des engagements en matière d'assistance technique pour 1978. La classification est conforme à celle du Comité d'aide au développement (CAD) 5/. Le tableau III indique la répartition de l'aide financière par secteur; il contient cinq secteurs supplémentaires, en plus des dix secteurs qui figurent au tableau II.

5/ Voir OCDE, Coopération pour le développement, Examen 1978, annexe statistique tableau B.6.

Tableau I

Engagements en faveur des pays insulaires en développement, 1977 et 1978
(En millions de dollars des Etats-Unis)

Pays	1977				1978			
	Dons	Part de l'assistance technique dans les dons	Prêts	Total	Dons	Part de l'assistance technique dans les dons	Prêts	Total
Cap-Vert	4,71	0,10		4,71	3,76	0,49		3,76
Madagascar	0,61	0,55		0,61	0,49	0,49		0,49
Sao Tomé-et-Principe	1,22			1,22				
Seychelles					0,11	0,11		0,11
Bahamas					0,06	0,06		0,06
Cuba	0,06	0,06	5,30	5,36	2,98	2,98	6,47	9,45
République dominicaine	0,76	0,15		0,76	2,48	0,63		2,48
Haïti	1,23	0,61		1,23	1,01	0,31		1,01
Jamaïque	2,19	2,19	8,15	10,34	2,86	2,86	27,64	30,50
Antilles néerlandaises	31,11	1,97	11,75	42,86	29,54	4,25	18,34	47,88
Trinité-et-Tobago	0,43	0,43		0,43	0,20	0,20		0,20
Anguilla					0,03	0,03		0,03
Antigua					0,07	0,07		0,07
Dominique					0,36	0,36		0,36
Grenade					0,07	0,07		0,07
Sri Lanka	8,43	4,18	12,22	20,65	10,45	4,69	31,91	42,36
Fidji	0,24	0,24		0,24	0,46	0,46		0,46
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,21	0,21		0,21	0,23	0,23		0,23
Samoa	0,11	0,11		0,11	0,22	0,22		0,22
Total général	51,31	10,8	37,42	88,73	55,38	18,51	84,36	139,74

Tableau II
Engagements en faveur des pays insulaires en développement : répartition par secteur
des engagements en matière d'assistance technique pour 1978
 (En millions de dollars des Etats-Unis)

Pays	Planification et administration publique 1	Services publics de distribution 2	Agriculture, sylviculture etc. 3	Industrie, industries extractives, construction 4	Commerce, banques, tourisme, services 5	Education 6	Santé 7	Infra-structure sociale, services sociaux 8	Développement régional (assistance plurisectorielle), divers 9. et 10	Total
Cap-Vert			0,34		0,08	0,02	0,05			0,49
Madagascar			0,07			0,26	0,07	0,08		0,49
Sao Tomé-et-Principe							0,08	0,03		0,11
Seychelles										0,03
Anguilla	0,03							0,03		0,06
Antigua	0,03									0,06
Bahamas					0,04	0,02				0,06
Cuba	0,46			0,45		0,00	2,07			2,98
Dominique	0,04					0,24	0,07	0,02		0,36
République dominicaine	0,23	0,02	0,26			0,01	0,02	0,08		0,63
Grenade			0,07							0,07
Haïti	0,06		0,01		0,04	0,10	0,03	0,07		0,31
Jamaïque	0,23	0,01	1,56	0,61	0,12	0,33				2,86
Antilles néerlandaises		0,37			0,28	1,85	0,14		1,62	4,25
Trinité-et-Tobago						0,20				0,20
Sri Lanka	0,01	0,32	1,00	0,26		0,27		0,19	2,62	4,69
Fidji	0,14		0,12			0,05		0,16		0,46
Papouasie-Nouvelle-Guinée		0,13				0,04			0,06	0,23
Samoa			0,10			0,12				0,22
Total	1,23	0,85	3,53	1,32	0,56	3,51	2,53	0,66	4,30	18,50

Note : Un dollar des Etats-Unis = 2,1634 florins

Tableau III

Engagements en faveur des pays insulaires en développement : répartition de l'assistance financière
par secteur, 1978

(En millions de dollars des Etats-Unis) a/

Pays	2	3	4	6	7	8	10	Aide	Financement	Contributions	Réaména-	Divers	TOTAL
								alimentaire A	des importations courantes B	sans rapport direct avec les importations C	gement de la dette D		
Cap-Vert		2,29				0,92	0,02	0,03					3,26
Madagascar													-
Sao Tomé-et-Principe													
Cuba					6,47								6,47
République dominicaine		1,28						0,60					1,88
Haïti								0,70					0,70
Jamaïque	0,46	1,70	6,24	0,92	0,18	1,16		2,84	1,10		11,28	1,76	27,64
Antilles néerlandaises	21,44		1,65	0,56	1,86	18,01		0,29				0,16	43,97
Sri Lanka	6,38	5,08	0,69	0,69	4,85	1,02	4,82	13,23	0,27	0,62	0,02		37,67
Total	28,28	10,35	8,58	2,17	13,36	21,11	4,84	17,69	1,37	0,62	11,30	1,92	121,59

a/ Les colonnes 2 à 10 correspondent aux secteurs considérés dans le tableau II.

Pologne

Politique commerciale

1. La Pologne entretient des relations commerciales avec 22 pays en développement insulaires, notamment Cuba, l'Indonésie, Singapour, Sri Lanka, les Philippines, Chypre et Madagascar. Les échanges commerciaux avec ces pays se font au titre d'accords commerciaux bilatéraux.
2. Au cours des années 1977 et 1978, les échanges commerciaux de la Pologne avec les pays en développement insulaires ont crû au rythme annuel de 26 p. 100. La mission indonésienne qui s'est rendue en Pologne en 1978, la mission économique de Madagascar en 1978, la mission de représentants de la Chambre polonaise du commerce extérieur aux Philippines en 1977 et une mission commerciale polonaise à Singapour en 1978 ont étudié et débattu de nouvelles possibilités d'accroissement des échanges commerciaux et de la coopération économique.
3. Les relations commerciales entre la Pologne et les pays insulaires en développement permettent d'augurer une expansion progressive des exportations d'articles manufacturés et semi-finis de ces pays en développement. C'est à cette fin que la Pologne a introduit en 1976 le système généralisé de préférences.
4. Parmi la centaine de produits bénéficiant du traitement préférentiel, figurent non seulement des produits importés à l'heure actuelle mais également des produits que la Pologne pourra acheter au cours des années à venir à ces pays en développement lorsqu'ils s'industrialiseront. Ce sont les besoins d'exportation des pays insulaires et sans littoral les moins développés dont on a d'abord voulu tenir compte.

Coopération industrielle

5. Une étroite collaboration s'est développée entre la Pologne et Chypre pour la production de camions. Des pourparlers ont été entamés en 1978 entre la Pologne et Madagascar relativement à une coopération pour l'extraction du charbon. La Pologne a livré aux pays en développement insulaires 20 usines, qui utilisent dans la plupart des cas des connaissances et des techniques polonaises, par exemple des sucreries, des équipements pour houillères, des chantiers navals de réparation, des usines de fabrication de peinture, des usines de matériel roulant, des fonderies et des papeteries.

Transfert de technologie

6. Des opérations en association facilitent le transfert de technologie aux pays en développement. Une coentreprise de teintures chimiques a été implantée en Indonésie en 1976. Une coentreprise fonctionne depuis 1976 à Singapour. Une coentreprise pour la pêche hauturière a été mise en place en 1978 aux Philippines.
7. La Pologne estime qu'à l'avenir elle pourra accroître sa coopération avec les pays en développement insulaires dans le domaine du transfert de technologie, de la formation de cadres nationaux et de l'aide de spécialistes polonais au développement de certaines branches d'activité industrielle.

Singapour

Transports et communications

1. Singapour a offert un certain nombre de stages de travail pour des fonctionnaires de Kiribati (2), des Iles Salomon (3), de Fidji (11) et des Maldives (3); ces stages se sont déroulés au Ministère de l'aviation civile, à la Direction des ports de Singapour et à la Direction des télécommunications.
2. L'aide d'un cadre de Singapore Airlines a été fournie à Fidji pour les installations de manutention au sol des aéroports. Le directeur des services généraux de la Direction des ports de Singapour a été envoyé à Fidji pour occuper le poste de directeur général à la Direction des ports de Fidji.

Commerce

3. Des stages de travail au Ministère du commerce et à l'INTRACO ont été offerts à quatre fonctionnaires de Fidji.

Industrialisation

4. Des stages de travail ont été offerts à des fonctionnaires des Tonga (5) et de Fidji (2); ils se sont déroulés à la Jurong Town Corporation, à la Tractor's Singapore Ltd. et à l'Industrial Training Board.

Transfert de technologie

5. Deux fonctionnaires des Iles Salomon ont été en stage au Ministère de l'enseignement technique.

Protection de l'environnement

6. Trois fonctionnaires des Maldives ont reçu une formation générale en matière de lutte contre les incendies.

Suède

1. De l'avis du Gouvernement suédois, la situation des pays en développement insulaires varie sensiblement d'un cas à l'autre. Dans ses relations bilatérales avec les pays en développement insulaires qui bénéficient d'une importante aide suédoise au développement, la Suède est prête, conformément au principe de la programmation par pays, à financer les projets de développement des transports et communications auxquels le pays bénéficiaire intéressé donne la priorité.

2. Il y a actuellement trois pays en développement insulaires (Cuba, Cap-Vert et Sri Lanka) qui bénéficient d'une importante aide suédoise au développement. Au cours de l'exercice budgétaire 1979-1980, ces trois pays ensemble recevront au titre de l'aide bilatérale suédoise 143 millions de couronnes suédoises.

IV. INFORMATIONS CONCERNANT LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Maurice

1. Un développement des industries d'exportation à l'échelle envisagée n'est réalisable qu'avec la collaboration d'entrepreneurs étrangers qui apportent des ressources en capitaux, des techniques, leur expérience en matière de gestion et des marchés déjà existants. Le gouvernement est fermement résolu à continuer d'inviter et de faciliter une telle coopération. Cette politique bénéficie du soutien total de tous les secteurs de la population.

2. Traditionnellement, c'est du secteur privé qu'on attend le développement des branches d'activité productive de l'économie et c'est le secteur privé qui a transformé l'industrie sucrière, dont l'importance est primordiale, en une organisation efficace qui apporte une contribution massive à l'économie nationale. Le développement du secteur industriel destiné à remplacer les importations au cours des années 60 a été confié presque entièrement au secteur privé, encouragé et appuyé par le gouvernement. En fait, les entreprises publiques contrôlent moins de 2 p. 100 de l'ensemble de la production industrielle.

3. Les dépenses publiques consacrées aux infrastructures et au cadre social général, dont les investisseurs profitent, représentent un montant considérable. En conséquence, il est raisonnable que le gouvernement cherche à s'assurer, dans le cas de chaque projet, que le rendement de ses investissements, en termes d'avantages nationaux, justifie l'opération. Le fait que le profit est une des fonctions de l'entreprise industrielle est reconnu. En contrepartie, le gouvernement demande à l'investisseur qu'il mène ses opérations en s'appliquant sans ambiguïté à la réalisation des politiques et des objectifs nationaux et qu'il accepte ses responsabilités sociales comme il le ferait dans tout pays démocratique conscient de ses obligations sociales.

4. Le système de zone franche en vigueur à Maurice fournit des garanties, des facilités et d'autres encouragements pour promouvoir l'exportation d'articles manufacturés. Le mécanisme de son administration et de ses activités de soutien et de complément obéit à deux principes :

a) Donner à l'investisseur des garanties de sécurité en ce qui concerne son investissement et lui assurer la stabilité à long terme des conditions régissant la création d'une entreprise d'exportation agréée;

b) Simplifier et faciliter au maximum les formalités administratives concernant la création et l'exploitation d'entreprises d'exportation agréées; en bref, réduire "la paperasserie" au minimum.

5. Le système mauricien de zone franche est conçu comme un tissu très lâche d'entreprises-entrepôts de douane. Il n'existe pas de zone franche au sens géographique limité de cette expression, c'est-à-dire où les entreprises doivent être obligatoirement situées. La décision finale sur l'octroi d'un certificat d'appartenance à la zone franche intervient en moyenne cinq à six semaines après le dépôt de la demande.

6. Les produits fabriqués pour l'exportation dans le cadre de ce système comprennent des textiles, des vêtements, des composants électroniques, des jouets, des articles de bijouterie, etc. Parmi les investisseurs figurent des industriels de France, de République fédérale d'Allemagne, d'Inde, du Pakistan, de Hong-kong, du Japon, d'Australie et des Etats-Unis d'Amérique.

7. Le tableau ci-dessous indique les progrès réalisés depuis la création de la zone franche :

	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>
Nombre d'emplois	644	2 588	5 721	8 724	11 401	17 412	17 474
Nombre d'unités de production	9	19	33	46	68	85	89
Valeur des exportations (en milliers de roupies)	3 900	10 527	45 682	135 656	196 545	308 553	425 000

Tableau 1

Pays en développement insulaires : population, PNB par habitant et aide par habitant accordée
à des conditions libérales par les pays membres du CAD et de l'OPEP

Pays	Population (millions d'habitants)	PNB par habitant (dollars)	Aide par habitant à des conditions libérales (en dollars)		
			CAD		OPEP
			1970	1977	1977
<u>Plus d'un million d'habitants</u>					
Singapour	2,31	2 700	13,9	5,7	-
Trinité-et-Tobago	1,12	2 241	5,5	4,8	-
Jamaïque	2,10	1 071	5,7	15,4	-
Cuba	9,60	860	0,2	4,7	-
République dominicaine	4,98	776	10,6	6,6	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,91	494	59,2	88,0	-
Philippines	45,03	411	1,3	4,0	-
Indonésie	141,78	240	3,9	3,4	0,2
Madagascar	8,08	205	7,1	7,1	0,5
Sri Lanka	13,97	199	3,9	12,4	1,0
Haïti	4,75	198	1,8	17,5	0,7
<u>De 150 000 à 1 million</u>					
Brunéi	0,19	7 190	*	*	-
Bahamas	0,22	3 311	0,6	2,3	-
Bahreïn	0,27	2 405	1,4	6,7	127,8
Malte	0,33	1 777	59,1	60,0	-
Antilles néerlandaises	0,25	1 763	124,6	166,4	-
Barbade	0,25	1 522	9,2	22,4	-
Chypre	0,61	1 475	10,0	157,2	-
Fidji	0,60	1 152	13,3	38,0	-
Maurice	0,88	676	7,2	25,3	-
Samoa	0,15	348	10,7	127,3	10,7
Iles Salomon	0,21	265	51,9	80,0	-
Comores	0,31	180	29,3	49,7	11,3
Cap-Vert	0,31	137	*	78,7	9,4

/...

Tableau (suite)

	Population (millions d'habitants)	PNB par habitant (dollars)	Aide par habitant à des conditions libérales (en dollars)		
			CAD		OPEP
			1970	1977	1977
Moins de 150 000					
Bermudes	0,06	7 414	*	*	-
Polynésie française	0,14	4 213	180,0	594,3	-
Nouvelle-Calédonie	0,14	4 165	208,2	557,1	-
Iles Falkland (Malvinas)	0,002	3 000	50,0	1.000,0	-
Iles Caïmanes	0,012	2 667	-	125,0	-
Iles Vierges britanniques	0,011	1 455	-	190,9	-
Kiribati ^{a/}	0,06	1 239	36,7	140,0	-
Iles du Pacifique	0,13	1 000	535,6	705,4	-
Antigua	0,07	822	-	77,1	-
Montserrat	0,01	750	-	320,0	-
Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla	0,07	631	-	44,3	-
Seychelles	0,06	590	80,0	171,7	6,7
Sainte-Lucie	0,11	569	-	40,0	-
Wallis et Futuna	0,009	556	22,2	400,0	-
Iles Tokélaou	0,002	500	-	600,0	-
Iles Turques et Caïques	0,006	499	-	566,7	-
Nouvelles-Hébrides	0,10	485	40,0	145,0	-
Iles Cook	0,02	462	-	375,0	-
Grenade	0,10	420	-	32,0	2,0
Tonga	0,009	417	14,4	73,3	-
Nioué	0,005	400	-	680,0	-
Sainte-Hélène	0,005	400	200,0	840,0	-
La Dominique	0,08	350	-	61,3	-
Saint-Vincent-et-Grenadines	0,10	333	-	39,0	-
Sao Tomé-et-Principe	0,08	325	-	36,3	2,5
Maldives	0,14	107	2,5	13,6	2,1

Source : Secrétariat de la CNUCED, à partir de renseignements fournis par le Secrétariat de l'OCDE (CAD) et la Banque mondiale.

^{a/} Anciennement Iles Gilbert.

Tableau 2

Montant total de l'aide à des conditions libérales et des dons accordés aux pays en développement insulaires par les pays membres du CAD et par des organismes multilatéraux en grande partie financés par ces pays (versements nets en millions de dollars E.U.) 1969-1977

Pays	Aide totale à des conditions libérales									Principaux donateurs en 1977 d/	Dont : dons								
	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977		1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Plus d'un million d'habitants																			
Cuba	1,3	1,8	2,3	3,7	5,6	16,1	21,0	35,7	45,0	Suède, ONU, Canada	1,3	1,8	2,3	3,7	5,6	15,8	19,7	23,9	33,7
Haïti	5,1	7,8	6,2	6,7	8,2	14,3	59,3	71,6	83,1	Etats-Unis, BID, IDA	4,2	5,8	6,0	7,0	8,2	12,6	32,7	33,9	32,6
Indonésie	329,1	465,0	589,0	503,1	616,4	663,1	691,9	668,9	485,3	Japon, Etats-Unis, IDA	67,1	109,7	103,7	130,6	140,4	174,1	152,6	141,8	160,1
Jamaïque	13,4	10,6	22,4	16,9	18,9	25,9	25,3	25,5	32,4	Etats-Unis, BID, Pays-Bas, Canada, Allemagne (Rép. féd.)	6,9	7,5	10,1	9,4	8,0	8,1	10,9	12,6	10,6
Madagascar	45,8	48,3	47,0	54,7	52,8	60,4	82,4	63,1	57,1	France, CEE, IDA	40,8	41,2	41,7	78,3	38,7	43,6	66,7	50,8	46,9
Papouasie-Nouvelle-Guinée	118,8	147,5	144,4	193,9	196,3	263,2	305,1	241,2	256,2	Australie	118,7	144,5	126,9	179,6	190,6	258,3	302,0	234,5	250,5
Philippines	80,6	46,1	72,9	163,3	222,6	158,1	179,8	186,7	181,6	Etats-Unis, Japon, Fonds fiduciaire du FMI	58,3	31,8	49,5	78,3	116,9	96,1	104,9	98,1	102,9
République dominicaine	43,5	43,2	31,7	29,5	25,3	21,3	30,7	33,1	32,8	BID, Etats-Unis	17,4	15,1	15,6	11,3	9,6	10,9	13,5	20,7	15,0
Singapour	15,4	28,7	31,1	29,8	25,5	21,5	12,7	12,2	13,1	Japon, Allemagne (Rép. féd.)	6,4	14,5	13,1	11,2	8,0	8,1	7,2	7,6	7,1
Sri Lanka	50,0	49,1	55,9	58,0	58,1	80,5	151,8	133,9	173,5	Etats-Unis, ONU, Japon	11,9	21,1	23,6	17,9	29,3	40,1	79,5	79,9	94,4
Trinité-et-Tobago	6,9	5,7	6,3	4,4	4,0	5,5	5,3	4,6	5,4	BID, ONU	2,2	1,8	2,1	2,4	1,9	2,1	2,1	2,0	2,3
De 150 000 à 1 million																			
Antilles néerlandaises	19,0	27,4	25,2	34,6	22,2	28,7	33,3	49,3	41,6	Pays-Bas	8,3	19,5	21,2	20,0	12,7	17,5	21,0	30,5	32,9
Bahamas	*	0,1	0,2	1,2	0,4	0,5	0,6	0,5	0,5	ONU	*	0,1	0,2	1,2	0,4	0,5	0,6	0,5	0,5
Bahreïn	0,1	0,3	0,3	0,7	0,9	1,1	1,6	1,4	1,8	Royaume-Uni, ONU	0,1	0,3	0,3	0,7	0,9	1,1	1,6	1,4	1,8
Barbade	1,2	2,2	4,6	4,7	4,8	3,9	5,4	7,6	5,6	Canada, BID, Etats-Unis, ONU	1,1	1,4	1,6	1,7	1,5	1,5	4,6	4,0	2,9
Brunéi	*	*	*	*	0,1	0,1	0,1	*	*		*	*	*	*	0,1	0,1	0,1	*	*
Cap-Vert	*	*	-	-	-	-	8,7	13,0	24,4	Suède, ONU, Etats-Unis, CEE	*	*	-	-	-	-	8,7	13,0	24,4
Chypre	3,8	6,0	5,9	7,4	8,1	21,3	30,5	56,9	95,9	Etats-Unis, ONU	4,2	3,1	5,8	5,7	6,9	20,4	30,8	57,2	92,7
Comores	6,3	7,9	8,8	10,1	17,6	27,3	21,6	11,4	15,4	France, CEE, ONU	6,5	7,9	8,6	10,0	17,0	26,0	21,0	11,0	14,7
Fidji	8,7	6,9	10,7	8,5	14,6	14,7	19,3	23,3	22,8	Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande	8,6	7,0	10,5	8,3	14,1	12,6	15,0	18,3	17,7
Iles Salomon	7,4	8,3	7,1	12,5	11,6	12,0	22,3	19,9	16,8	Royaume-Uni, Australie	7,4	7,9	6,8	11,8	11,3	9,9	15,7	17,5	16,6
Malte	15,1	19,5	9,9	15,0	27,4	16,1	30,4	28,4	19,8	Etats-Unis, Royaume-Uni	7,7	19,8	17,3	15,2	25,5	16,6	25,9	21,7	20,1
Maurice	5,3	5,8	9,1	10,3	13,8	25,1	26,3	17,0	22,3	France, IDA, ONU, CEE	4,3	4,2	6,9	8,5	10,4	18,8	19,2	13,1	13,2
Samoa	0,5	1,5	1,9	3,1	3,4	5,7	13,6	11,7	19,1	Australie, Nouvelle-Zélande, BASD, CEE, ONU	0,5	0,9	1,0	2,4	2,9	5,4	9,4	9,7	15,1

Tableau 2 (suite)

Pays	Aide totale à des conditions libérales									Principaux donateurs en 1977 ^{d/}	Dont : dons								
	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977		1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Moins de 150 000																			
Anguilla	-	-	-	-	-	-	1,7	1,1	1,1	Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	1,7	1,1	1,1
Antigua	-	-	-	-	*	3,0	2,1	3,1	5,4	Canada, Royaume-Uni, CARIBANK	-	-	-	-	-	3,1	1,8	1,8	1,9
Bermudes	*	*	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*	*	*	*	*	*	*
Dominique	-	-	-	-	0,1	3,6	7,9	4,7	4,9	Canada, Royaume-Uni, CARIBANK	-	-	-	-	-	2,4	3,8	2,0	3,1
Grenade	-	-	-	-	*	1,8	2,8	2,8	3,2	Canada, Royaume-Uni, CARIBANK	-	-	-	-	-	1,5	1,8	1,9	1,6
Iles Nioué	-	-	-	1,3	1,6	2,9	2,2	2,9	3,4	Nouvelle-Zélande	-	-	-	1,3	1,6	2,9	2,2	2,9	3,4
Iles Caïmanes	-	-	-	-	-	1,7	1,6	2,1	1,5	Royaume-Uni, CARIBANK	-	-	-	-	-	1,7	0,7	0,6	0,5
Iles Cook	-	-	-	3,7	4,2	5,7	5,6	7,0	7,5	Nouvelle-Zélande	-	-	-	2,8	3,8	4,8	5,6	7,0	7,5
Iles du Pacifique	46,1	48,2	53,3	57,2	65,6	75,3	81,3	89,7	91,7	Etats-Unis	46,1	48,2	53,3	57,2	65,6	75,3	81,3	89,7	91,7
Iles Falkland (Malvinas)	0,1	0,1	0,2	0,1	0,6	2,8	3,1	2,7	2,0	Royaume-Uni	0,1	0,1	0,2	0,1	0,3	2,5	3,0	2,7	2,0
Iles Tokélaou	-	-	-	0,4	0,4	0,9	0,2	1,2	1,2	Nouvelle-Zélande	-	-	-	0,4	0,4	0,9	0,2	1,2	1,2
Iles Turques et Caïques	-	-	-	-	-	2,5	3,2	3,8	3,4	Royaume-Uni	-	-	-	-	-	2,5	3,2	3,7	3,4
Iles Vierges britanniques	-	-	-	-	-	1,6	2,4	2,5	2,1	Royaume-Uni	-	-	-	-	-	1,6	2,4	2,4	2,0
Iles Wallis et Futuna	-	0,2	0,2	0,2	0,3	4,8	2,3	4,9	3,6	France	-	0,2	0,2	0,2	0,3	4,8	2,2	4,9	3,5
Kiribati ^{a/ b/}	1,3	2,2	2,5	4,3	6,0	5,5	5,7	4,0	6,1	Royaume-Uni, Australie	1,3	2,2	2,5	4,3	6,0	5,5	5,7	4,0	6,1
Maldives	0,1	0,3	0,8	0,6	0,5	0,6	3,0	1,3	1,9	ONU, Japon, Australie, Royaume-Uni	0,1	0,3	0,8	0,6	0,5	0,6	1,7	1,3	1,9
Montserrat	-	-	-	-	*	2,7	4,4	3,3	3,2	Royaume-Uni	-	-	-	-	-	2,7	4,3	3,1	2,9
Nauru	-	-	-	-	-	*	*	*	*		-	-	-	-	-	*	*	*	*
Nouvelle- Calédonie	16,4	22,9	38,3	54,9	74,6	62,1	64,7	46,5	78,0	France	15,1	17,0	18,5	28,1	40,9	30,2	63,2	47,1	70,8
Nouvelles- Hébrides	3,2	3,2	4,7	6,1	7,4	16,1	12,5	30,9	14,5	France, CEE	2,9	2,9	3,3	5,2	7,2	15,4	11,0	29,7	13,9
Polynésie française	18,5	19,8	19,6	27,5	50,3	37,6	71,8	77,7	83,2	France	15,8	16,1	16,9	26,5	38,8	32,9	63,8	74,8	75,0
Saint-Christophe- et-Nièves	-	-	-	-	*	3,5	1,5	2,6	2,0	Royaume-Uni, CARIBANK	-	-	-	-	-	3,3	1,4	2,4	1,3
Sainte-Hélène	1,0	1,0	1,2	1,8	1,8	2,6	2,8	2,8	4,2	Royaume-Uni	1,0	1,0	1,2	1,8	1,8	2,6	2,8	2,8	4,2
Sainte-Lucie	-	-	-	-	0,1	7,5	9,4	7,4	4,4	Canada, CARIBANK, Royaume-Uni	-	-	-	-	-	4,9	7,4	5,2	3,0
Saint-Vincent-et- Grenadines	-	-	-	-	0,1	3,6	6,0	4,4	3,9	Royaume-Uni, CARIBANK, Canada	-	-	-	-	-	2,5	5,0	3,3	2,5
Sao Tomé-et- Principe	-	-	-	-	-	-	0,2	1,6	2,9	Pays-Bas, ONU, CEE, France	-	-	-	-	-	-	0,2	1,6	2,9
Seychelles	1,2	4,0	7,7	8,7	8,0	8,5	7,4	7,3	10,3	Royaume-Uni, France	1,2	3,7	6,9	8,8	7,9	8,5	7,5	7,5	10,3
Tonga	0,6	1,3	0,7	1,1	1,3	3,0	3,5	4,7	6,6	Nouvelle-Zélande, Australie, CEE, Japon	0,6	1,3	0,7	1,1	1,0	2,7	3,2	3,6	6,2
Tuvalu ^{c/}	-	-	-	-	-	-	*	2,9	2,3	Royaume-Uni	-	-	-	-	-	*	2,9	2,3	

^{a/} Anciennement Iles Gilbert.

^{b/} Avant 1975 compris Tuvalu.

^{c/} Avant 1975 compris dans les îles Gilbert.

^{d/} Représentant chacun 10 p. 100 ou plus du montant total d'aide fournie aux pays en développement insulaires.

Source : Secrétariat de la CNUCED, à partir de renseignements communiqués par le secrétariat de l'OCDE (CAD) et la Banque mondiale.

Tableau 3

Montant total d'aide reçue par les différents pays en développement insulaires des pays membres de l'OPEP et des organismes multilatéraux financés en grande partie par eux, 1973-1977 (versements nets en millions de dollars des E.U.)

Pays	A des conditions libérales					Aux conditions du marché					Montant total				
	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977
Plus d'un million d'habitants															
Cuba	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Haïti	-	-	-	-	3,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,2
Indonésie	-	0,1	-	0,1	29,3	1,0	1,0	-	21,8	-	1,0	1,1	-	21,9	29,3
Jamaïque	-	-	-	-	-	-	-	12,5	25,0	32,5	-	-	-	-	-
Madagascar	-	2,4	2,4	-	4,1	-	7,3	-	-	-	-	9,7	2,4	-	4,1
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Philippines	-	-	-	-	-	-	17,0	-	-	-	-	17,0	-	-	-
République dominicaine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	60,0	-	-	-	-	60,0
Singapour	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sri Lanka	-	-	23,0	32,0	13,3	-	21,0	40,0	-	2,3	-	21,0	63,0	32,0	15,6
Trinité-et-Tobago	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 150 000 à 1 million															
Antilles néerlandaises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bahamas	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bahreïn	5,1	16,4	21,7	147,6	34,5	1,4	1,8	62,4	65,9	67,0	6,5	18,2	84,1	213,5	101,5
Barbade	-	-	0,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,3	-	-
Brunéi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cap-Vert	-	-	0,1	11,8	2,9	-	-	-	-	-	-	-	0,1	11,8	2,9
Chypre	-	-	0,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,3	-	-
Comores	-	-	-	14,1	3,5	-	-	-	-	-	-	-	-	14,1	3,5
Fidji	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Iles Salomon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Malte	-	5,0	3,0	1,7	-	0,9	3,8	4,7	15,6	0,2	0,9	8,8	7,7	17,3	0,2
Maurice	-	-	2,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,7	-	-
Samoa	-	-	-	0,8	1,6	-	-	-	-	-	-	-	-	0,8	1,6
Moins de 150 000															
Anguilla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Antigua	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bermudes	-	-	-	-	-	-	-	0,1	-	-	-	-	0,1	-	-
Dominique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grenade	-	-	0,4	-	0,2	-	-	-	-	-	-	-	0,4	-	0,2
Ile Nioué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Iles Caïmanes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Iles Cook	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Iles du Pacifique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Iles Falkland (Malvinas)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Iles Tokélaou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Iles Turques et Caïques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Iles Vierges britanniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Iles Wallis et Futuna	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kiribati a/ b/	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maldives	-	-	0,2	2,8	0,3	-	-	-	-	-	-	-	0,2	2,8	0,3
Montserrat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nauru	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Calédonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelles-Hébrides	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Polynésie française	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Christophe-et-Nièves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sainte-Hélène	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-Grenadines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	-	-	0,6	10,0	0,2	-	-	-	-	-	-	-	0,6	10,0	0,2
Seychelles	-	-	-	-	0,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,4
Tonga	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tuvalu c/	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

a/ Anciennement Iles Gilbert.

b/ Avant 1975, compris Tuvalu

c/ Avant 1975, compris dans les îles Gilbert

Source : Secrétariat de la CNUCED, à partir de renseignements communiqués par le Secrétariat de l'OCDE (CAD) et la Banque mondiale.

/...

ANNEXE I

Aide du PNUD aux pays en développement insulaires d'Asie et du PacifiqueA. Projets par pays (Asie/Pacifique)

Pays	Numéro et titre du projet	Coût pour	Coût pour	Durée	Agent d'exé- cutiçn
		le PNUD Dollars E.-U.	les gouver- nements Equivalent en dollars E.-U.		
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS					
<u>Maldives</u>	MDV/77/001 - Aide à l'aviation civile	486 635	807 706	3 ans et 3 mois	OACI
	MDV/73/003 - Financement des transports	48 130	-	6 ans	PNUD
<u>Iles Cook</u>	CKI/79/001 - Transports interinsulaires a/	34 000	-	1 an	ONU
<u>Fidji</u>	FIJ/77/004 - Bourses de formation aux carrières des transports	13 500	3 000	5 mois	CNUCED
	FIJ/76/003 - Programme d'étude de gestion portuaire	8 000	7 000	1 an	CNUCED
	FIJ/71/007 - Gestion de chantiers navals (OPAS)	180 000	-	6 ans	ONUDI
	FIJ/78/008 - Bourses de perfectionnement en matière de télécommunications a/	5 000	-	3 mois	UIT
	FIJ/79/002 - Etude sur les liaisons maritimes interinsulaires a/	100 000	-	5 mois	CNUCED
<u>Iles Gilbert</u>	GIL/79-004 - Moniteur de radiodiffusion a/	60 000	-	2 ans	UNESCO
	GIL/79/005 - Bourse de formation d'un directeur des postes a/	10 000	-		UPU
<u>Samoa</u>	SAM/71/011 - Développement des télé- communications	547 000	1 300 400	8 ans	UIT
	SAM/73/004 - Bourses de formation aux télé- communications	97 400	19 000	6 ans	UIT
	SAM/73/002 - Formation aux techniques de radiodiffusion	273 000	51 100	5 ans	UNESCO
<u>Iles Salomon</u>	SOI/77/001 - Directeur de l'aviation civile	66 000	18 500	2 ans	OACI

4. Projets par pays (Asie/Pacifique) (suite)

Pays	Numéro et titre du projet	Coût pour	Coût pour	Durée	Agent d'exé- cution
		le PNUD	les gouver- nements		
		Dollars E.-U.	Equivalent en dollars E.-U.		
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (suite)					
<u>Tokélaou</u>	TOK/78/006 - Supervision des activités de conception de construction de bateaux	11 000	-	2 ans	FAO
<u>Tonga</u>	TON/74/002 - Développement des télé-communications	162 300	30 700	4 ans	UIT
	TON/74/003 - Bourse de technicien radio	46 200	54	4 ans	UIT
<u>Tuvalu</u>	TUV/78/004 - Formation de fonctionnaires des services postaux a/	8 000	-	1 an	UPU
	TUV/78/010 - Formation aux télécommunications a/	-	-	-	UIT
	TUV/78/011 - Ecole de marine a/	-	-	-	OMCI
	TUV/78/009 - Stage de formation aéronautique	3 000	-	2 mois	OACI
POLITIQUE COMMERCIALE					
<u>Samoa</u>	SAM/78/005 - Commercialisation des produits	148 900	25 300	2 ans	FAO
<u>Iles Salomon</u>	SOI/79/002 - Centre d'information commerciale a/	25 500	-	2 ans et demi	CNUCED/ Centre du commerce international
INDUSTRIALISATION					
<u>Iles Cook</u>	CKI/77/008 - Modernisation de l'industrie des agrumes	7 000	1 300	2 ans	FAO
<u>Fidji</u>	FIJ/78/005 - Bourses de formation aux relations industrielles	36 000	4 300	2 ans	OIT
	FIJ/79/003 - Aide à la construction navale a/	20 000	-	1 an	ONUUDI
<u>Nouvelles- Hébrides</u>	NHE/79/001 - Promotion de la petite industrie a/	201 000	-	3 ans	ONUUDI
<u>Iles Salomon</u>	SOI/79/003 - Consultants sur le développement industriel a/	Non chiffré			ONUUDI

A. Projets par pays (Asie/Pacifique) (suite)

Pays	Numéro et titre du projet	Coût pour	Coût pour	Durée	Agent d'exé- cution
		le PNUD	les gouver- nements		
		Dollars E.-U.	Equivalent en dollars E.-U.		
INDUSTRIALISATION (suite)					
<u>Tonga</u>	TON/79/004 - Promotion industrielle a/	150 000	-	3 ans	ONU/DI
TOURISME					
<u>Maldives</u>	MDV/78/002 - Plan-cadre pour le tourisme a/	75 000	Non communiqué	1 an	BIRD
<u>Fidji</u>	FIJ/73/007 - Formation en matière d'hôtellerie et de restauration	175 700	66 500	4 ans	OIT
<u>Tuvalu</u>	TUV/78/008 - Formation en matière d'hôtellerie et de restauration	5 000	-	1 an	OIT
DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MARINES ET SOUS-MARINES					
<u>Maldives</u>	MDV/79/002 - Projet de développement des pêcheries a/	235 300	7 427	1 an et 2 mois	BIRD
APPORT DE RESSOURCES EXTERIEURES					
<u>Maldives</u>	MDV/79/003 - Planification du développement	75 000	Non communiqué	1 an	BIRD

/...

B. Projets régionaux (Asie/Pacifique)

<u>Cadre régional</u>	<u>Numéro et titre du projet</u>	<u>Coût pour le PNUD Dollars E.-U.</u>	<u>Durée</u>	<u>Agent d'exécution</u>
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS				
<u>Pacifique sud</u>	RAS/74/004 - Formation aux télécommunications régionales	1 619 488	5 ans et 6 mois	UIT
	RAS/77/043 - Bourses du Centre de formation de l'aviation civile, Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée)	263 500	2 ans	OACI
	RAS/79/034 - Conseiller régional à la formation maritime	251 500	2 ans	OMCI
	RAS/78/048 - Développement des télécommunications	946 100	2 ans	UIT
POLITIQUE COMMERCIALE				
<u>Pacifique sud</u>	RAS/79/013 - Appui au groupe ACP	22 875	3 mois	CNUCED
	RAS/79/017 - Formation et services de consultation pour la promotion des échanges	500 000	2 ans	CNUCED
INDUSTRIALISATION				
<u>Pacifique sud</u>	RAS/79/016 - Développement des petites entreprises et des carrières de l'entreprise	300 000	2 ans	OIT
	RAS/79/030 - Etude du développement des marchés pour la planification et la fabrication des produits a/	44 000	A déterminer	ONUDI
	RAS/79/031 - Enquête régionale sur les huiles végétales et les graisses	14 000	A déterminer	ONUDI
	RAS/79/015 - Enquête industrielle régionale CESAP/BASD/Bureau de coopération économique du Pacifique sud	73 960	6 mois	CESAP
TOURISME				
<u>Pacifique sud</u>	RAS/79/024 - Formation régionale du personnel hôtelier	360 000	2 ans	OMT

...

B. Projets régionaux (Asie/Pacifique) (suite)

Cadre régional	Numéro et titre du projet	Coût pour	Durée	Agent d'exé- cution
		le PNUD Dollars E.-U.		
TRANSFERT DE TECHNOLOGIE				
<u>Pacifique sud</u>	RAS/79/024 - Services consultatifs régionaux sur les sources de remplacement d'énergie <u>a/</u>	200 000	A déter- miner	CESAP
	RAS/ / - Mise en commun et transfert des techniques appropriées <u>a/</u>	400 000	A déter- miner	A déter- miner
DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MARINES ET SOUS-MARINES				
<u>Pacifique sud</u>	RAS/78/044 - Exploration du potentiel minéralier du Pacifique sud	2 508 325	3 ans	CNUCED
	RAS/73/025 - Coordonnateur des pêcheries du Pacifique sud	412 553	4 ans et 6 mois	FAO
APPORT DE RESSOURCES EXTERIEURES				
<u>Pacifique sud</u>	RAS/79/028 - Formulation et examen de projets <u>a/</u>	60 000	A déter- miner	CESAP

a/ Dans la filière.

Tableau synoptique des chiffres indicatifs de planification (CIP)

<u>Pays</u>	<u>CIP ajustés pour 1977-1981</u> (En milliers de dollars des Etats-Unis)
Fidji	5 335
Iles Gilbert	1 140
Iles Salomon	3 053
Maldives	2 609
Nioué	1 000
Nouvelles Hébrides	2 000
Samoa	5 519
Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique	1 000
Tonga	2 181
Tuvalu	1 140
Autres îles du Pacifique (montant non attribué)	3 192
Montant total des CIP par pays	<u>28 168</u>

Note : (1) Outre les CIP par pays mentionnés ci-dessus, un montant total de 14,2 millions de dollars a été accordé aux pays insulaires du Pacifique, au titre du CIP régional destiné à des projets multinationaux pour la période 1977-1981.

(2) Un programme multinational spécial pour les pays les moins développés d'Asie et du Pacifique a été récemment préparé par le PNUD, en consultation avec les gouvernements concernés. Dans la région, le programme sera destiné entre autres aux Maldives et au Samoa. Toutefois, aucune proposition spécifique n'ayant encore été formulée, il n'est donc pas possible de chiffrer les fonds dont bénéficieront ces pays.

/...

ANNEXE II

Liste préliminaire des projets du cycle des CIP pour 1977-1981,
destinés à des pays insulaires en développement desservis par
les bureaux extérieurs du PNUD en Guyane, à la Jamaïque et à
la Trinité a/

Activitiés par secteur	Montant estimatif de la contribution du PNUD
Cote du projet et titre abrégé	Total 1977-1981 (En milliers de dollars des Etats-Unis)
<u>Agriculture, sylviculture et pêche</u>	
CAR/74/001 Agricultural Development	41
CAR/77/007 Agricultural Development	2 638
BVI/78/001 Animal Health	11
BVI/78/002 Fisheries	90
DMI/78/001 Livestock	36
GRN/76/001 Agricultural Development	843
BHA/77/002 Agricultural Statistics	116
BHA/78/001 Fisheries Development	370
BHA/78/002 Agricultural Planning	60
CAY/77/007 Agricultural Development	82
CAY/78/002 Marine Biology	30
CAY/78/003 Animal Health	42
MOT/74/003 Tanning	446
NAN/70/001 Tanning	33
STK/74/008 Manager of the Central Marketing Coporation	10
STL/72/019 Agricultural Education	5
STL/74/010 Veterinary Training	8
BER/76/001 Fish Processing	262
TCI/77/005 Agricultural Planning	21
Total partiel	5 144

a/ Les codes de pays sont expliqués à la fin de l'annexe.

/...

Activités par secteur	Montant estimatif de la contribution du PNUD
Cote du projet et titre abrégé	Total 1977-1981 (En milliers de dollars des Etats-Unis)
<u>Politique générale et planification dans les domaines économique et social</u> CAR/75/010 Statistics <u>b/</u> CAR/78/001 Project Prep. and Monitor CAR/78/006 Common Services CAR/78/001 Economic Advisory Serv. ANT/72/007 Statistics ANT/76/001 Socio-economic Planning BHA/78/006 Central Purchasing Unit BHA/78/007 National Accounts BHA/78/008 Prisons Rehabilitation BVI/77/001 Socio-economic Planning CAY/77/002 Budget Administration CAY/78/005 Economic Planning CAY/77/004 Public Administration DMI/76/002 Socio-economic Planning NAN/74/003 External Econ. Relations STL/78/001 Regional Planning <u>c/</u> STV/74/003 National Accounts STV/78/002 Development Planning STV/74/002 Public Administration BER/78/001 Vocational Rehabilitation TCI/77/002 Business Administration	1 386 621 86 90 9 408 63 50 30 315 13 6 21 624 7 950 2 283 2 11 101
Total partiel	5 060

b/ Les apports futurs envisagés seront déterminés à la fin de 1979.

c/ Extension prévue du projet STL/72/004 : Port Management.

/...

Activités par secteur	Montant estimatif de la contribution du PNUD
Cote du projet et titre abrégé	Total 1977-1981 (En milliers de dollars des Etats-Unis)
<u>Santé</u>	
CAR/74/003 Water Utility and Train	76
CAR/74/008 Vet. Mobile Laboratory	92
CAR/78/002 Health Care Facilities	40
CAR/78/003 Caribbean Health Laboratories	317
ANT/72/002 Hospital Administration	8
BHA/78/004 Health Services	253
STL/69/001 Hospital Administration	8
TCI/77/001 Health Services	95
TCI/78/005 Water Supply Dev.	93
Total partiel	982
<u>Industrie et commerce</u>	
CAR/75/005 Joint Export Agricultural Products	415
CAR/74/006 Ind. Investment Corp.	892
CAR/73/001 Industrial Promotion	819
CAR/ / Food Processing	200
CAR/72/005 Handicrafts	8
ANT/78/003 Food Processing	290
BER/76/001 Fish Processing	222
BVI/77/002 Agro. Ind. Development	14
BVI/78/003 Handicrafts	90
NAN/72/002 Arts and Crafts Centres	382
NAN/73/001 Industrial Development	39
STK/76/001 Footwear	534
STK/78/001 Food Processing	200
STV/76/001 Food Processing	445
Total partiel	4 552

Activités par secteur	Montant estimatif de la contribution du PNUD
Cote du projet et titre abrégé	Total 1977-1981 (En milliers de dollars des Etats-Unis)
<u>Transports et communications</u>	
CAR/75/002 Telecommunications	116
CAR/77/002 Civil Aviation	256
CAR/77/003 Postal Services	3
CAR/78/004 Restricted Postal Union	13
CAR/78/005 Sm. Vessels and Schooners	13
ANT/72/008 Civil Aviation	200
BHA/78/005 Air Services Dev.	185
CAY/74/009 Air Traffic Control	315
CAY/77/005 Public Works	32
CAY/77/009 Agricultural Pilot	20
MOT/72/004 Civil Aviation	73
STK/72/004 Civil Aviation	164
STL/76/001 Civil Aviation	252
STL/72/004 Port Management	205
TCI/78/003 Civil Aviation	213
Total partiel	2 060
<u>Sécurité sociale et autres services sociaux</u>	
CAR/75/004 Social Security	698
CAR/75/001 Physical Planning	36
CAY/78/004 Cartog. Print. and Build.	20
DMI/74/003 Social Security	18
DMI/74/009 Physical Planning	5
GRN/74/020 Legal Expert	80
STK/77001 Physical Planning	64
STK/74/001 Social Security	12
STV/75/001 Electrical Inspection	176
STV/78/001 Building Design	48
Total partiel	1 157

Activités par secteur	Montant estimatif de la contribution du PNUD Total 1977-1981
Cote du projet et titre abrégé	(En milliers de dollars des Etats-Unis)
<u>Culture et sciences humaines</u>	
STL/74/012 Cultural Activities	14
STK/78/002 Archives	50
Total partiel	64
<u>Education</u>	
STL/77/001 Educational Evaluation	140
TCI/77/003 Educational Planning	4
Total partiel	144
<u>Science et technique</u>	
STL/74/007 Meteorology	20
BHA/77/004 Meteorology	45
Total partiel	65

/...

Activités par secteur	Montant estimatif de la contribution du PNUD
Cote du projet et titre abrégé	Total 1977-1981 (En milliers de dollars des Etats-Unis)
<u>Gestion de la main-d'oeuvre et emploi</u>	
BHA/78/009 Co-operative Development	147
CAR/77/006 Vocational Training	620
CAY/77/008 Hotel Administration	25
DMI/79/001 Co-operative Training	148
NAN/72/006 Hotel Training	288
TCI/78/001 Service Training	56
TCI/78/002 Hotel Catering	10
Total partiel	1 294
TOTAL	20 980

Total pour le cycle des CIP (1977-1981) = 22 797 000 dollars

Réserve non programmée = 1 817 000 dollars

Codes des pays : CAR : Activités intéressant plusieurs îles; ANT : Antigua;
 BHA : Bahamas; BER : Bermudes; BVI : Iles Vierges
 britanniques; CAY : Iles Caïmanes; DMI : Dominique;
 GRN : Grenade; MOT : Montserrat; NAN : Antilles
 néerlandaises; STK : Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla;
 STL : Sainte-Lucie; STV : Saint-Vincent; TCI : Iles Turques
 et Caïques.

ANNEXE III

Projets du PNUD dans des pays insulaires en développement d'Afrique

Cap-Vert CIP 1977-1981 : 4 millions de dollars

Agent d'exécution

CVI/75/001 Eaux souterraines	ONU/Coop. technique pour le développement
CVI/77/002 Eaux souterraines	ONU/Coop. technique pour le développement
CVI/77/001 Appui à la pêche	FAO
CVI/77/004 Reboisement	FAO
CVI/78/001 Appui au MDR	FAO
CVI/75/015 Form. person. enseign.	UNESCO
CVI/77/003 Aviation civile	OACI
CIV/76/004 Appui administratif	PNUD/Bureau de l'exécution des projets
CVI/78/002 Services des volont.	PNUD/Volontaires
CVI/75/046 Gestion des ports	CNUCED
CVI/78/003 Appui au Plan	Gouvernement

Comores CIP 1977-1981 : 7,2 millions de dollars

COI/73/005 Formation professionnelle	OIT
COI/75/003 Mission de programmation	PNUD
COI/77/003 Cartes agro-pédologiques	PNUD
COI/77/004 Route Nioumakélé	BIRD
COI/77/005 Vulgarisation agricole	FAO
COI/77/007 Aviation civile	OACI
COI/78/004 Assist. à la gestion et à la planification du développement	ONU/Coop. technique pour le développement
COI/78/008 Mission de programmation FAO	FAO
COI/78/010 Assist. Ministère production	PNUD
COI/78/013 Campagne pilote de reboisement	PNUD
COI/78/014 Assist. des VNU à l'éducation	Volontaire des N.U.
COI/78/016 Bourse assistance sociale	OMS
COI/78/002 Développement rural intégré de Nioumakélé	FAO
COI/78/017 Mission UNESCO/BIRD	UNESCO/BIRD
COI/79/001 Mission identif. Habitat	Centre Habitat
COI/79/003 Mission consultation géothermie	Coop. technique pour le développement
COI/79/004 Appui au développement rural	FAO
COI/79/005 Projet global ressources en eau	FAO

/...

Comores (suite)

Agent d'exécution

COI/79/006	Adduction eau Nioumakélé	FAO
COI/79/007	Assistance jeunesse	UNESCO
COI/79/008	Perfectionnement personnel bureau	OIT
COI/79/009	Logements experts ONU	Centre Habitat
COI/79/010	Formation personnel paramédical	OMS

Sao Tomé-et-Principe CIP 1977-1981 : 1,5 million de dollars

STP/77/003	Mission d'identification	OIT/UNESCO
STP/75/025	Assist. Min. Agric.	FAO
STP/78/001	Cent. Form. Tech. Agric.	FAO
STP/75/030	Assist. à l'INEC	UNESCO
STP/75/021	Cons. Fin. Publiques	ONU/Coop. technique
STP/77/002	Form. Diplomates	PNUD/Bureau de l'exécution des projets
STP/78/003	Org. Service météorologie	OMM
STP/79/001	Ass. Enseignement secondaire	Volontaires des N.U.
STP/79/003	Séminaire Femme rurale	Bureau de l'exécution des projets
STP/79/004	Renf. Services médicaux	Volontaires des N.U.

Maurice CIP 1977-1981 : 5,25 millions de dollars

MAR/69/003	Economic Planning	ONU/Coop. technique pour le développement
MAR/73/008	Administrative Reform	ONU/Coop. technique pour le développement
MAR/79/005	Labour Problems in Port Louis Harbour	OIT
MAR/75/004	Milk Production and Processing	FAO
MAR/75/006	Diver. of Agriculture	FAO
MAR/78/003	Research Vessel Inv.	FAO
MAR/78/004	Assis. in Aquaculture	FAO
MAR/72/001	Institute of Education	UNESCO
MAR/73/004	Nutrition and Health	OMS
MAR/72/006	Civil Aviation	OACI
MAR/72/008	Meteo Training	OMM
MAR/79/004	Telecom. Training	UIT
MAR/76/001	Cascade Diamamouve	PNUD
MAR/78/005	Communication Consul.	PNUD
MAR/75/007	Industrial Investment Promotion	ONUDI
MAR/75/008	Mtius Stan. Bureau	ONUDI

/...

Maurice (suite)

Agent d'exécution

MAR/73/009	Port Authority	Banque mondiale
MAR/74/002	Procurement Specialist	Banque mondiale
MAR/75/005	Physical Planning	Centre Habitat
MAR/79/003	Wind and Solar Resource Rodrigues	ONU/Coop. techn. pour le développement
MAR/79/006	Assis. to Economic Planning	ONU/Coop. techn. pour le développement
MAR/78/002	Labour and Industrial Relations (Workers Education)	OIT
MAR/79/007	Vocational Rehabil.	OIT
MAR/79/009	Strengthening of Labour Inspection	OIT
MAR/79/010	Occupational Medecine	OMS
MAR/79/001	Small Scale Industries	ONUDI
MAR/79/002	Agro-Industrial Complex	ONUDI
MAR/79/008	Industrial Management	ONUDI
MAR/78/001	Postal Services	UPU

Guinée équatoriale CIP 1977-1981 : 4 millions de dollars

EQG/71/501	Education Development	UNESCO
EQG/69/008	Education Fellowships	UNESCO
EQG/74/001	Telecommunications	UIT
EQG/78/001	Poultry Farming	FAO
EQG/78/002	Electric Power	ONU

Seychelles CIP 1977-1981 : 1.6 million de dollars

SEY/73/003	Supervisory Training	OIT
SEY/77/002	Social Security	OIT
SEY/78/001	Manpower Development	OIT
SEY/79/004	Workers Education	OIT
SEY/72/002	Agricultural Training	FAO
SEY/72/003	Consul. Ser. in Agriculture	FAO
SEY/73/002	Beef and Milk Production	FAO
SEY/73/001	Ass. to Educa. Services	UNESCO
SEY/79.001	Youth Activities	UNESCO
SEY/79/006	Consul. Serv. in Educ.	UNESCO
SEY/76/003	Civil Aviation	OACI
SEY/75/002	Meteo Training	OMM
SEY/78/003	Radio Seychelles	UIT
SEY/77/004	Development Bank	PNUD
SEY/78/004	Secretarial School	PNUD
SEY/78/008	Evaluation of Inter-Island Trans. Needs	CNUCED

/...

Seychelles (suite)

Agent d'exécution

SEY/78/006 Ass. to Postal Services (Postal Saving Bank)	UPU
SEY/78/007 Craft Training	Volontaires des N.U.
SEY/79/002 Asst. Buil. Control Off.	Volontaires des N.U.
SEY/78/102 Housing Programme	Centre Habitat
SEY/78/009 Customs Reorganization	ONU/Coop. tech. pour le développement
SEY/79/007 Orientation of Econo. Development Personnel	ONU/Coop. techn. pour le développement
SEY/79/008 National Planning and Coord. of Manpower Dev.	OIT
SEY/79/003 Duty Free Shops	CNUCED
SEY/79/005 Cinnamon Market Dev.	CNUCED
SEY/79/009 Strengthening of Economic and Development Planning	Banque mondiale

Madagascar CIP 1977-1981 : 23,75 millions de dollars

MAG/76/004 Urban Traffic	Coop. techn. pour le développement
MAG/76/006 Road Materials	Coop. techn. pour le développement
MAG/77/005 Hydrographic Service	Coop. techn. pour le développement
MAG/77/014 Geothermal Energy	Coop. techn. pour le développement
MAG/78/006 Cartographie Institute	Coop. techn. pour le développement
MAG/70/004 Carpet Production	OIT
MAG/71/534 Employment Planning	OIT
MAG/72/003 INPF	OIT
MAG/76/003 Development of Handicrafts	OIT
MAG/77/015 Worker's Education	OIT
MAG/78/004 Social Security	OIT
MAG/76/002 Inland Fisheries	FAO
MAG/77/008 Restauration of Savoka	FAO
MAG/77/011 Development of the Androy	FAO
MAG/73/001 Education Reform	UNESCO
MAG/78/001 Promotion of Youth Activities	UNESCO
MAG/76/007 Training of Sanitary Personnel	OMS
MAG/79/001 Strengthening Health Services	OMS
MAG/77/002 Assistance to ENEAM	OACI
MAG/78/007 Civil Aviation Training	OACI
MAG/76/005 Data Processing	OMM
MAG/76/010 Cyclone Forecasting	OMM

/...

Madagascar (suite)

Agent d'exécution

MAG/78/002 Agrometeorology	OMM
MAG/78/003 SECREN	OMCI
MAG/75/001 Mineral Resources Studies	PNUD
MAG/76/008 SECREN	PNUD
MAG/74/008 Industrial Advice	ONUDI
MAG/76/009 Shoe Industry	ONUDI
MAG/78/003 Ankorahotra Dam	Banque mondiale
MAG/77/012 Uranium Exploration	AIEA
MAG/79/008 Planning Institute	ONU/Coop. techn. pour le développement
MAG/77/006 CENRADERU	FAO
MAG/77/009 Oceanographic Centre	FAO
MAG/79/010 Development of the Androy (III)	FAO
MAG/79/002 Educational Reform (II)	UNESCO
MAG/79/007 Documentalist Fellowship	UNESCO
MAG/79/005 Training of Postal Instructors	UPU
MAG/ Control of Radio Frequencies	UIT
MAG/78/008 Industrial Promotion	ONUDI
MAG/78/005 Housing for Experts (Ambovombe)	Centre Habitat
MAG/79/009 Human Settlements Development	Centre Habitat

/...

ANNEXE IV

Projets du PNUD à Chypre et à Malte

CHYPRE : CIP 5 000 000 dollars, CIP AJUSTE 5 223 000 dollars

	<u>Dépenses</u> <u>1977-81</u>
CYP/70/511 Livestock Production Margo	1 832
CYP/71/515 Strengthening of Veterinary Services	7 624
CYP/72/004 Land Development	6 068
CYP/72/014 Social Welfare Research	15 140
CYP/72/018 Industrial Development	-25 865
CYP/73/002 Production Engineer	65 940
CYP/73/009 Olive Processing	9 000
CYP/72/104 Land Development	17 700
CYP/75/003 Fellowships and Consultancy	7 300
CYP/75/016 Paphos Irrigation Project	218 888
CYP/75/021 Provision of Navigational Aids	127 510
CYP/76/003 Animal Disease Control	43 918
CYP/76/004 Industrial Services	1 825 100
CYP/76/005 Pilot Demonstration Project	11 207
CYP/76/007 Handicrafts Promotion	445 684
CYP/77/001 Port Congestion	5 980
CYP/77/002 Educational Planning	7 792
CYP/77/003 Bentonite Resources	111 659
CYP/77/004 Institute of Management	111 715
CYP/77/006 Krysochon Watershed Irrigation	239 184
CYP/77/7 Viticulture and Oenology	107 453
CYP/77/009 Energy conservation	383 500
CYP/78/001 National Accounts	32 000
CYP/78/002 Meteorological Facilities	10 227
CYP/79/001 Training of Operators for the sewerage System	8 000
CYP/78/003 Use of sewerage for Irrigation	25 050
	<hr/>
	3 819 706

MALTE : CIP 2 500 000 dollars, CIP AJUSTE 2 245 000 dollars

MAT/68/004	Natural Resources Development	3 684
MAT/73/005	Small Scale Industries	933
MAT/73/014	Physiotherapy Tutor	67 767
MAT/73/016	Shipbuilding and Industrial Engineering	63 811
MAT/74/003	Orthoptic Nursing	7 546
MAT/74/008	Veterinary Bacteriologist	1 520
MAT/74/012	Financial Controller	3 882
MAT/74/014	Shipyard Development	300 978
MAT/75/001	Development of Fisheries	191 622
MAT/75/002	Refined Clay and Glazed Tiles	-1 900
MAT/75/003	Vocational Training	-7 200
MAT/75/004	Sewage Collection and Disposal	16 247
MAT/77/001	Metal Industries Centre	8 400
MAT/78/001	Mousaxlokk Harbour Development	370 000
MAT/78/002	Conversion of Port Facilities	192 000
MAT/78/003	Setting up a Colour TV studio	28 235
MAT/78/004	Water Resources Management	385
MAT/78/006	Conservation of Water	121 400
MAT/78/007	Maintenance Sewerage Network	229 600
		<hr/>
		1 598 970

ANNEXE V

Projets du PNUD à Bahreïn

<u>Numéro et titre du projet</u>	<u>Coût pour le PNUD (CIP)</u>	<u>Durée</u>
BAH/73/007 - Hotel and Catering Training	608 400	5,5 années
BAH/73/012 - Small scale Industry	96 200	4,5 "
BAH/74/003 - Nursing Education Tutor	68 500	4 "
BAH/74/011 - Vocational Training	330 500	3 "
BAH/77/001 - College of Education	647 200	3 "
BAH/77/004 - UN Volunteers (UNDP)	39 000	4 "
BAH/78/002 - Integration of Women	124 400	2,5 "
BAH/78/003 - Animal Production and Health	262 600	3 "
BAH/78/004 - Rehabilitation of the Disabled	237 400	2 "
BAH/78/006 - Maintenance of Transport Vehicles	30 000	1 année
BAH/79/001 - Traffic and Licensing Directorate	144 000	
